

LUTTE DE CLASSE

Union communiste internationaliste (trotskyste)

© TWITTER



- **La guerre en Ukraine**
- **La Russie en guerre**
- **Haiti**
- **Hôpitaux : la financiarisation**
- **Les Ehpad**
- **La campagne de Nathalie Arthaud**

Contre Poutine et les fauteurs de guerre impérialistes

© OTAN



Au sommaire de ce numéro

Éditorial	1
La guerre en Ukraine, nouveau pas vers une guerre générale ?	3
La société russe et la guerre fratricide de Poutine	11
Haïti : quand des travailleurs relèvent la tête !	23
Financiarisation de la santé : le cas des hôpitaux	28
Ehpad : le miroir du capitalisme sénile	34
La campagne de Nathalie Arthaud	
Circulaire officielle	40
Clip de campagne de Nathalie Arthaud, enregistré le 14 mars	44

La liste des librairies vendant *Lutte de classe* est disponible sur notre site www.lutte-ouvriere.org

Abonnements pour un an (8 numéros)

Plis ouverts

- France, DOM-TOM 18 €
- DOM-TOM, par avion 20 €
- Monde 25 €

Plis fermés

- France, DOM-TOM 40 €
- DOM-TOM, par avion 45 €
- Monde (lettre prioritaire) 45 €

Chèque à l'ordre de Lutte ouvrière ou virement à :

Lutte ouvrière — CCP Paris 26 274 60 R 020

IBAN FR28 2004 1000 0126 2746 0R02 087 — BIC PSSTFRPPPAR

Qui sommes-nous ?

La revue mensuelle *Lutte de classe* est éditée par l'Union communiste (trotskyste), plus connue sous le nom de son hebdomadaire, *Lutte ouvrière*.

Lutte ouvrière est une organisation communiste, révolutionnaire et internationaliste. Elle est membre de l'UCI (Union communiste internationaliste), qui regroupe dans plusieurs pays des organisations partageant les mêmes idées et les mêmes objectifs.

L'Union communiste internationaliste est un courant qui se revendique de la filiation d'idées incarnées successivement par Marx et Engels, Rosa Luxemburg, Lénine et Trotsky. Elle considère que l'organisation capitaliste représente le passé de la société humaine, pas son avenir, et que la société capitaliste basée sur la propriété privée, le marché, la concurrence et le profit devra être remplacée, à l'échelle de la planète, par une société basée sur la propriété collective des ressources de la terre et des instruments de production, ainsi que sur une économie démocratiquement planifiée assurant à

chacun de ses membres un accès égal à tous les biens matériels et culturels.

Elle se revendique de la révolution russe de 1917, qu'elle considère comme la première et jusqu'à présent unique révolution où le prolétariat a pris durablement le pouvoir étatique pour tenter de transformer la société dans un sens collectiviste, avant d'être écarté du pouvoir politique par la dictature d'une bureaucratie usurpatrice.

Les organisations qui se revendiquent de l'UCI considèrent que les idées communistes doivent être réintroduites dans la classe ouvrière qui, seule, peut en faire une force de transformation sociale.

Tout en participant aux luttes quotidiennes des travailleurs dans la mesure de leurs possibilités, les militants des organisations de l'UCI défendent parmi ceux-ci les intérêts politiques généraux de la classe ouvrière. Ils sont convaincus que les travailleurs sont seuls capables de remplacer le capitalisme par une société libre, fra-



Correspondance

Lutte ouvrière BP 20029 —
93501 PANTIN CEDEX

Sur Internet

Portail de Lutte ouvrière
<http://www.lutte-ouvriere.org>
Site multilingue de l'Union
communiste internationaliste
<http://www.union-communiste.org>
E-mail :
contact@union-communiste.org

ternelle et humaine, car ils constituent la majorité de la population et n'ont aucun intérêt au maintien de l'actuelle société. Ils sont aussi les seuls, par leur nombre et leur concentration, à avoir les moyens de contrôler le pouvoir politique issu de leur intervention.

Ils considèrent que les travailleurs constituent à l'échelle du monde une seule et même classe sociale et que leur présence à toutes les étapes de la production et de la distribution des biens produits leur permet de contrôler démocratiquement tous les rouages de l'économie, afin qu'elle fonctionne pour satisfaire les besoins de tous.

La revue *Lutte de classe* est l'expression collective, en langue française, de l'UCI. Chacune des organisations qui s'en revendiquent a, par ailleurs, ses propres publications sous la forme d'une presse politique, ainsi que, pour la plupart d'entre elles, d'une presse ouvrière sous la forme de bulletins d'entreprise réguliers.



Éditorial

Nous reproduisons ci-dessous un clip de campagne enregistré par Nathalie Arthaud lundi 21 mars, et qui sera diffusé dans le cadre de la campagne officielle, du 28 mars au 8 avril. Ce texte intègre à nos interventions de campagne la situation créée par la guerre en Ukraine. Par ailleurs, nous publions à la fin de ce numéro un autre clip de campagne, enregistré le 14 mars, ainsi que notre circulaire électorale, datée du 7 mars.

Cela fait des années que les conditions d'existence du monde du travail reculent, à cause des salaires et des retraites bloqués, à cause de la précarité et du chômage. Et aujourd'hui, la situation se dégrade brutalement.

Avec la flambée des prix, beaucoup d'entre nous doivent faire de nouveaux sacrifices. Et plus grave encore, il y a la guerre : la guerre en Ukraine, c'est-à-dire à nos portes.

Regardons ce qui se passe en Ukraine : ces femmes et ces hommes qui pleurent leurs morts et la destruction de leur immeuble ou de leur maison par les bombes. Ils sont des millions à être poussés sur les routes de l'exode. Ils sont ouvriers, caissières, infirmières, enseignants, agriculteurs, sidérurgistes, ou chômeurs. Ils ne sont pour rien dans cette guerre ; il y a deux mois ils n'imaginaient même pas qu'elle puisse se produire. Aujourd'hui, ils doivent la faire et la subir. Eh bien, cela peut nous arriver à nous aussi !

Contrairement à la propagande que l'on nous sert sur les plateaux de télévision, cette guerre ne s'explique pas seulement par la politique du dictateur Poutine, mais par le bras de fer qui l'oppose aux États-Unis

et au camp impérialiste. Elle s'explique par la domination des trusts capitalistes et les rivalités qu'elle engendre. Et l'accélération de la course à l'armement démontre que tous les dirigeants impérialistes, gouvernements, états-majors, diplomates préparent les futures boucheries. Les dirigeants actuels sont les pires ennemis des travailleurs, des exploités, des gens du peuple ! Alors refusons de nous laisser embrigader !

Personne ne peut encore mesurer les conséquences de cette guerre. Sur le plan économique, de nombreux pays dépendent des livraisons de blé russe et ukrainien et sont menacés à

court terme par la famine. Et ici, combien d'échanges interrompus, combien d'usines au ralenti voire fermées, combien de travailleurs menacés dans leur emploi ?

Comme la crise sanitaire, la guerre va être le prétexte à de nouveaux sacrifices pour les travailleurs : le chômage partiel et les salaires amputés, le recul de l'âge de la retraite, l'effondrement de notre pouvoir d'achat. Du côté de la grande bourgeoisie, c'est l'inverse : rien ne lui sera demandé. Au contraire, elle profitera de la guerre et de son cortège de destructions pour spéculer et accroître ses profits.

Les difficultés pour boucler



les fins de mois, les menaces sur l'environnement et les guerres ont une seule et même cause : la soif de profit. Alors s'opposer à la guerre, s'opposer à la misère, à l'exploitation ou à la crise climatique, relève du même combat : renverser le capitalisme.

Tant que le monde du travail ne renverse pas ce système et la classe qui le domine, la grande bourgeoisie, nous irons droit à la catastrophe. Et le futur président de la République n'y changera rien.

L'humanité a développé d'immenses possibilités scientifiques et techniques. Mais la bourgeoisie, qui dirige la société, les retourne contre les intérêts des peuples. Eh bien les travailleurs, eux, sont capables de mettre ces progrès au service de tous. Parce qu'ils sont au cœur du système, parce qu'ils font fonctionner toute la société, et parce qu'ils n'ont pas d'autres intérêts que ceux de l'ensemble de la population.

Je me présente pour faire

entendre la voix et les intérêts des travailleurs. Aujourd'hui, ils sont exploités, opprimés, méprisés, mais ils ont la capacité collective de faire sauter la chape de plomb que le monde des riches impose à la société.

Toutes celles et tous ceux qui refusent d'être trompés, trahis par les politiciens défenseurs du capitalisme, ont un vote utile à faire : c'est de voter pour ma candidature, c'est de voter pour leur camp.

21 mars 2022



Meeting à la Fête de Maisons-Alfort, dans le Val-de-Marne, le 26 février.



La guerre en Ukraine, nouveau pas vers une guerre générale ?

Tout en multipliant les livraisons d'armes à l'Ukraine et en glorifiant la résistance de sa population, les dirigeants européens et américains répètent sur tous les tons « qu'il n'est pas question de déployer des troupes de l'OTAN ni des avions en Ukraine »¹. Directement responsables de l'enclenchement qui a conduit Poutine à envahir l'Ukraine, ils veulent éviter une guerre frontale contre la Russie. Pour autant, si la prochaine guerre mondiale n'est pas encore enclenchée, elle est inscrite dans les gènes du capitalisme et l'humanité s'en rapproche un peu plus. Sur le terrain militaire comme sur celui de l'embrigadement moral des populations, la guerre en Ukraine sert déjà de répétition générale en même temps qu'elle exacerbe toutes les contradictions de cet ordre social injuste.

LE GRAND JEU AMÉRICAIN CONTRE LA RUSSIE AVEC LA PEAU DES UKRAINIENS

La décision de Poutine de déclencher l'invasion sanglante et fratricide de l'Ukraine le 24 février a pu surprendre jusqu'à des généraux européens bien informés. Pour autant, les dirigeants occidentaux peuvent difficilement prétendre que cette décision résulte d'un coup de tête. Poutine, artisan de la restauration d'un État russe fort au service des bureaucrates et des oligarques qui lui ont fait allégeance, après le délitement de la décennie Eltsine, dénonce depuis des années le double jeu des dirigeants impérialistes. « Ils nous ont menti à plusieurs reprises, ils ont pris des décisions dans notre dos, ils nous ont mis devant le fait accompli. Cela s'est produit avec l'expansion de l'OTAN vers l'est, ainsi qu'avec le déploiement d'infrastructures militaires à nos frontières »,

avait-il par exemple déclaré le 18 mars 2014 dans un discours justifiant l'annexion de la Crimée². Poutine faisait notamment allusion aux promesses du secrétaire d'État américain James Baker à Mikhaïl Gorbatchev en février 1990 à Moscou, lors des discussions autour de la réunification allemande : « *La juridiction militaire actuelle de l'OTAN ne s'étendra pas d'un pouce vers l'est.* »

Les États-Unis se sont très vite assis sur cet engagement. Profitant de la faiblesse politique d'Eltsine, de la crise économique en Russie et des demandes des nouveaux gouvernements des États d'Europe de l'Est, ils lancèrent à partir de 1997 le processus d'adhésion à l'OTAN de six de ces pays issus de l'ancien glacieux de l'Union soviétique et des trois pays Baltes. Après 2001, sous couvert de la guerre en Afghanistan, ils établirent des bases militaires pérennes en Ouzbékistan et au Kirghizstan, temporaires au Tadjikistan et

au Kazakhstan. Les révolutions dites de couleur, en 2003-2004, leur ont permis de prendre pied en Géorgie et en Ukraine.

En février 2014, le renversement du président ukrainien pro-russe Ianoukovitch, suite à l'occupation de la place Maïdan au centre de Kiev par des manifestants nombreux et divers, mais encadrés par des politiciens réactionnaires, conseillés et financés par des représentants de l'Allemagne et des États-Unis, avec une présence visible de groupes d'extrême droite, a renforcé les positions américaines en Ukraine. Les déclarations et les mesures russophobes du nouveau pouvoir avaient servi de prétexte à Poutine pour annexer la Crimée et aux pro-russes du Donbass pour faire sécession. C'est à ce moment-là qu'a réellement commencé la guerre en Ukraine. Entre 2014 et 2021, les États-Unis ont alloué quelque 2,7 milliards de dollars d'aide à l'armée ukrainienne. Outre des armes, des drones,

1 Déclaration de Jens Stoltenberg, secrétaire général de l'OTAN, cité par *Les Échos*, 17 mars 2022.

2 *Le Monde Diplomatique*, septembre 2018.



- pacte de Varsovie (1955-1991)
- URSS (frontières de 1945 à 1991)
- zones contestées
- Crimée (rattachée à la Russie en 2014)
- installations militaires russes
- Russie
- autres membres de l'OTSC (Organisation du traité de sécurité collective)
- pays membres de l'OTAN avant 1991
- nouveaux membres de l'OTAN depuis 1991
- pays ayant candidaté à l'entrée dans l'OTAN
- pays hors OTAN dont certaines installations militaires sont utilisées par l'OTAN
- pays hors OTAN ayant une présence militaire de l'OTAN
- installations militaires de l'OTAN

des missiles antichars ou antiaériens, ils ont envoyé des instructeurs pour former et encadrer les soldats réguliers et les milices ultranationalistes engagées dans le Donbass. En quelques années, les États-Unis et leurs alliés de l'OTAN ont reconstitué, modernisé et équipé l'armée ukrainienne.

En Europe de l'Est, l'OTAN a multiplié les manœuvres militaires, comme l'opération Anaconda organisée en 2016 en Pologne et dans les pays Baltes avec 30 000 soldats, dont 14 000 Américains. Depuis 2017, le Pentagone a quadruplé ses dépenses dans cette région, notamment pour déployer une bri-

gade blindée de 4 000 hommes. En juin 2021, Anthony Blinken, le secrétaire d'État de Biden, déclarait encore : « Nous soutenons l'adhésion de l'Ukraine à l'OTAN. ³ » Cet interventionnisme militaire des États-Unis aux frontières immédiates de la Russie ne pouvait qu'être perçu comme une menace par Poutine. Un officier de l'armée française l'écrivait dès 2015 : « En Ukraine, la Russie d'aujourd'hui ne peut en aucun cas accepter de reculer devant Washington, sous peine de reproduire l'engrenage de renoncements qui conduisit à l'implosion de l'URSS. [...] Cela démontre ainsi que le Kremlin choisira toujours l'escalade plutôt que de courir le risque de voir Kiev l'emporter. [...] Très clairement, les États-Unis prennent un risque en cherchant à gagner une course aux armements en utilisant l'Ukraine contre la Russie, pour la vaincre en particu-

3 Le Monde diplomatique, février 2022.



GLEB GARANICH REUTERS

Soldats ukrainiens équipés du lance-missiles antichar américain Javelin.

lier dans son voisinage.⁴»

Criminelle pour les peuples ukrainien et russe, décidée avec le cynisme et la brutalité d'un agent de l'ex-KGB, l'agression militaire de Poutine contre l'Ukraine est le fruit de cette politique de l'impérialisme. Les dirigeants américains s'étaient préparés à une telle hypothèse. Moins de 48 heures après l'invasion russe, l'armée américaine faisait parvenir quelque 17 000 missiles antichars entreposés en Allemagne et Biden accordait un nouveau crédit de 350 millions de dollars.

Pourtant, s'ils ont allumé la mèche, les dirigeants occidentaux ne veulent pas s'engager eux-mêmes dans la guerre. Le refus des États-Unis de laisser la Pologne fournir à l'Ukraine les avions Mig 21 réclamés par le président Zelensky est significatif. Les États-Unis multiplient les enveloppes budgétaires, envoient des armes sophistiquées, maintiennent et sans doute augmentent les effectifs de leurs conseillers militaires, mais ne veulent pas risquer d'être considérés comme des belligérants

par la Russie, pour ne pas s'engager dans une confrontation directe. Même l'adhésion de l'Ukraine à l'OTAN, encore encouragée il y a neuf mois par Blinken, n'est plus à l'ordre du jour, puisque cette éventualité a été la principale cause de l'intervention de Poutine. Cornaqué par ses parrains américains qui cherchent manifestement une issue négociée à la guerre, Zelensky a déclaré le 15 mars : « Nous avons entendu pendant des années que les portes de l'OTAN étaient ouvertes, mais nous avons compris que nous ne pourrions pas adhérer. C'est la vérité et il faut le reconnaître. » En somme, les dirigeants occidentaux ont jeté les Ukrainiens dans la fosse aux ours puis ont fermé les issues. Face à l'agression russe, ils vantent leur courage et leur engagement patriotique, mais les laissent se battre seuls.

Cette prudence ne résulte pas d'un sens des responsabilités des dirigeants occidentaux soucieux d'éviter de démarrer une guerre nucléaire, comme le répètent les médias. Maintes fois, dans

le passé comme dans le présent, du Vietnam à l'Irak, de la Libye au Yémen et à l'Afghanistan, ils ont été capables de détruire des pays entiers, de martyriser les populations et de recourir à des armes de destruction massive, directement ou par alliés régionaux interposés. Et leur prudence peut se transformer bien vite en fuite en avant belliste. Tout dépendra de la durée et de l'évolution de la guerre en Ukraine, de son éventuelle extension à d'autres territoires, notamment ceux issus de l'ex-Union soviétique, de l'impact sur l'économie mondiale des combats et des sanctions contre la Russie, de l'avancement des négociations, de l'attitude de Poutine, des bureaucrates et oligarques qui l'entourent. À ce jour, en faisant la guerre à Poutine par l'Ukraine interposée, et en profitant d'une résistance ukrainienne plus solide qu'attendue, les États-Unis réalisent leurs objectifs : affaiblir la Russie, renforcer la domination de leurs trusts en Europe de l'Est comme dans le monde, renforcer leurs capitalistes du secteur

4 Colonel Philippe Sidos – « Une vision stratégique d'une aide militaire à l'Ukraine », *Revue de défense nationale*, n° 779, 2015/4.

militaro-industriel, mais aussi réaffirmer leur suprématie sur leurs alliés européens dans une économie mondiale en crise.

L'EUROPE ET LES ÉTATS-UNIS

La guerre en Ukraine montre une nouvelle fois que les États-Unis sont les gendarmes en chef, y compris en Europe. Les médias ont fait beaucoup de bruit autour de la décision de l'Union européenne (UE), décision qualifiée d'historique, de prélever 450 millions d'euros puis finalement un milliard – sur le budget dit de « facilité européenne de paix » (sic) – pour mutualiser le coût des armes envoyées à l'Ukraine. Mais dans le même temps les États-Unis, eux, ont porté leur aide militaire et économique à l'Ukraine à 14 milliards de dollars. Quant aux sanctions économiques, c'est à reculons que les dirigeants européens ont fini par les prendre, en excluant à ce jour le gaz et le pétrole, tant leur dépendance aux matières premières et la présence de leurs groupes industriels ou commerciaux en Russie sont grandes et variables d'un pays européen à l'autre. Macron ou le chancelier allemand Scholz, représentants des deux principales puissances de l'UE, ont pu s'agiter, prétendre parler à l'oreille de Poutine, ils n'ont eu d'autre choix que de suivre plus ou moins docilement la politique de Biden.

N'en déplaise à un Zemmour ou un Mélenchon, qui représentent deux variantes des postures anti-atlantistes, ce n'est pas une question de personnalités au pouvoir ni d'orientation politique, mais de rapports de force. Si les gouvernements des pays de l'Est se sont tournés vers l'OTAN et les États-Unis pour assurer leur défense, et non pas vers l'UE, c'est parce que celle-



Le choix des armes qui équipent les armées européennes donne lieu à un bras de fer.

ci reste un assemblage de pays concurrents qui ne dispose pas d'une armée commune. Après des années de palabres, les pays de l'UE ont annoncé l'adoption d'une « boussole stratégique » dans le but d'harmoniser la défense européenne et de créer, peut-être, une force d'intervention rapide, voire un commandement unique. Ce terme de « boussole » dit à lui seul que la défense européenne, dont Macron se veut le champion, n'est qu'une chimère. Comme le formulait récemment un ancien secrétaire général de la Défense et de la sécurité nationale sous Hollande : « *Le problème de l'Europe est que chaque pays fabrique dans son coin une petite armée avec des redondances et des coûts de structures inutiles.*⁵ » Un ancien ambassadeur de l'UE regrettait que l'Europe ait « *une multitude de véhicules blindés, d'avions de chasse, et que l'industrie militaire européenne soit peu intégrée*⁶ ». Ces diplomates, comme les militaires qui multiplient les tribunes dans les journaux, s'inquiètent de la dépendance de l'Europe aux décisions américaines, mais ils n'y peuvent rien.

Cette guerre souligne à quel point les intérêts divergents des impérialismes français, allemand et britannique les empêchent d'avoir une armée commune. Sans même parler

des objectifs de guerre potentiellement différents entre ces pays, la simple construction des chars, des missiles, ou des avions de combat donne lieu à des marchandages et met en lumière les rivalités. À peine Olaf Scholz avait-il annoncé une enveloppe de 100 milliards d'euros pour rééquiper l'armée allemande que celle-ci annonçait la commande d'avions F-35 à l'américain Lockheed Martin, au grand dam de Dassault, qui voudrait vendre des Rafale, ou du consortium franco-germano-espagnol autour de Dassault, Safran, Airbus, Indra, qui discute pour produire un avion militaire européen, le Scaf.

LA COURSE AUX ARMEMENTS

Sur ce terrain comme sur tant d'autres, la guerre en Ukraine rebat les cartes et ouvre les appétits. Le militarisme et l'hypertrophie des budgets de défense sont depuis des années une des réponses à la crise de l'économie capitaliste. Selon un rapport de l'Institut international de recherche sur la paix de Stockholm, en 2020, en pleine pandémie de Covid, les dépenses militaires dans le monde avaient atteint presque 2 000 milliards d'euros, soit l'équivalent de 250 euros pour

5 Louis Gautier dans *Les Échos*, 14 mars 2022.

6 Marc Pierini, ancien ambassadeur de l'UE, interrogé par TV5 Monde le 28 janvier 2022.

chaque être humain de la planète, nourrissons inclus. Les pays de l'OTAN ont dépensé à eux seuls 1 100 milliards de dollars. La guerre actuelle va faire changer d'échelle ces budgets. Cette course à l'armement sans précédent démontre que tous les dirigeants impérialistes, les gouvernements, leurs généraux, leurs diplomates préparent les futures boucheries. Il est significatif que l'invasion de l'Ukraine ait été saluée à la Bourse par une envolée des actions de Thales, Dassault, Lockheed Martin et autres marchands d'armes. Pratiquement tous les pays ont annoncé une augmentation de leur budget de la Défense, qu'ils veulent élever les uns après les autres à 2% de leur PIB. Le Danemark veut rejoindre « l'Europe de la défense » et augmente lui aussi son budget militaire. Quelques mois plus tôt, c'était le Japon qui annonçait une rallonge de 6 milliards pour ses

armées et le doublement de son budget de défense sous la pression des États-Unis.

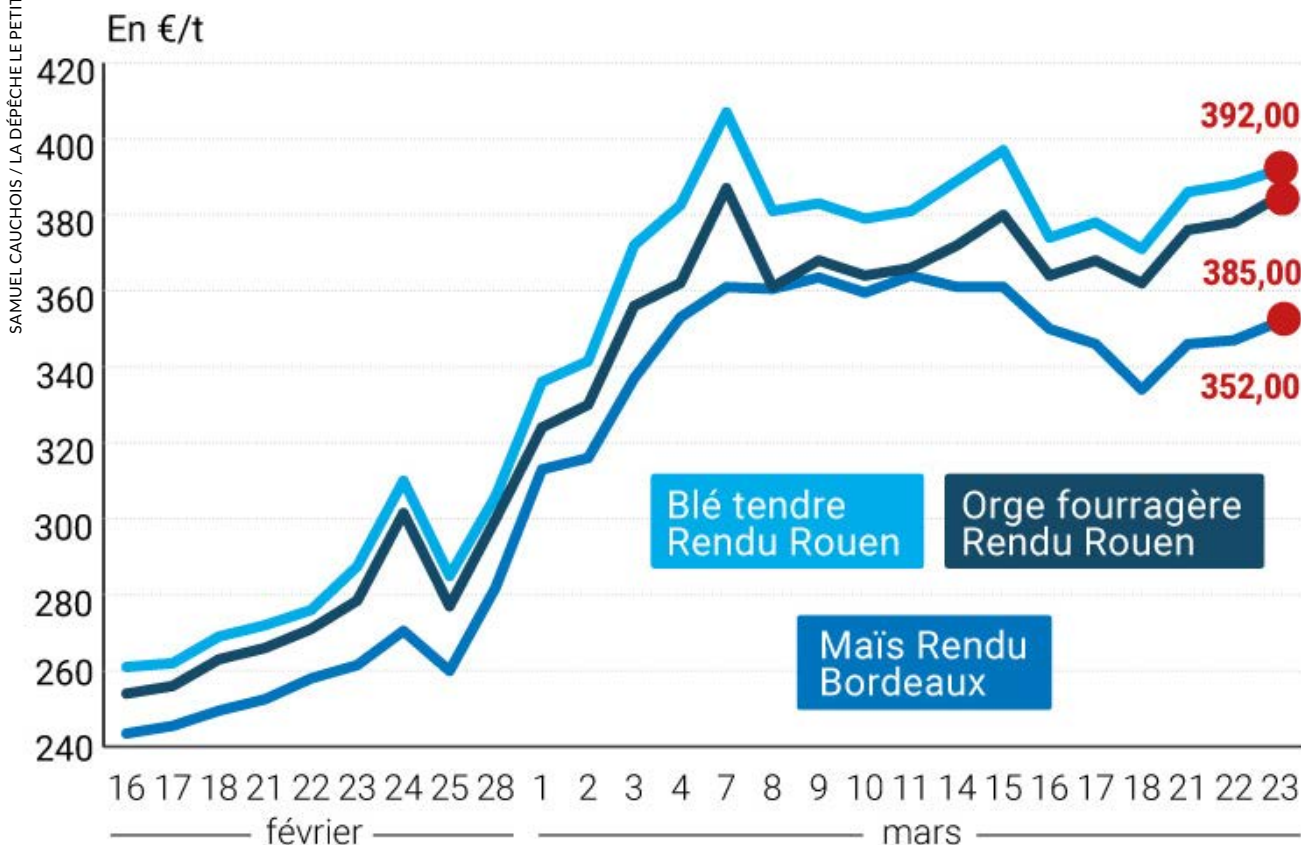
Car l'Europe n'est pas le seul continent d'où proviennent des bruits de bottes. En déployant leur armada aéronavale en mer de Chine ou dans le détroit de Taïwan, les États-Unis exercent sur la Chine le même type de pressions militaires qu'ils ont exercées sur la Russie⁷. Lors du vote à l'ONU pour condamner l'invasion de l'Ukraine par la Russie, la Chine s'est abstenue, ce qui lui vaut les foudres des Occidentaux qui la somment de choisir son camp. À la fois concurrente et partenaire des pays impérialistes, la Chine de Xi Jinping va tout faire pour ne pas prendre parti, car elle n'a intérêt à rompre ni avec les États-Unis ni avec la Russie. Les sanctions occidentales contre Poutine peuvent permettre à la Chine de renforcer son commerce avec la Russie. D'un autre

côté, la guerre en Ukraine est un facteur d'instabilité qui aggrave la crise économique mondiale et fragilise les capitalistes chinois.

LES TRAVAILLEURS ET LA GUERRE

Pour les travailleurs ukrainiens, la guerre est un cataclysme qui menace directement leur existence. La brutalité de l'invasion russe, les destructions d'habitations, de lieux de refuge, voire d'hôpitaux poussent même des Ukrainiens russo-philes dans les bras des milices nationalistes. En Russie, à l'angoisse des familles de soldats qui risquent leur vie pour les intérêts de la bureaucratie et des privilégiés du pays, aux sacrifices imposés par le pouvoir au nom des efforts de guerre, au renforcement de la dictature policière qui s'abat sur tous les opposants, s'ajoutent les mul-

Cours des céréales françaises au 23 mars 2022



⁷ « Chine – États-Unis : une concurrence féroce mais inégale », *Lutte de classe*, n°221, février 2022.



« Non à la guerre ». Manifestation le 27 février à Saint-Pétersbourg contre la guerre en Ukraine.

tiples effets de l'embargo occidental. Pour les centaines de milliers de personnes qui travaillaient pour les entreprises occidentales ayant interrompu leurs activités, la guerre signifie licenciements et chômage. Pour beaucoup d'autres, elle se traduira par des pénuries et des difficultés supplémentaires dans la vie quotidienne. Tous vont subir un renchérissement des marchandises, et pas seulement des produits importés.

Pour des centaines de millions d'habitants de pays pauvres importateurs de céréales, la guerre en Ukraine engendre déjà une flambée du prix du pain, avec la menace de famine. Cette flambée résulte avant tout des opérations de spéculation du quatuor de multinationales qui contrôle 90 % du marché mondial des céréales. En quelques semaines, la tonne de blé est passée de 280 à 380 euros. En Égypte, qui importe 80 % de son blé de Russie ou d'Ukraine, le prix de la farine a augmenté de 50 % en quelques jours.

Pour les travailleurs d'Europe ou d'Amérique, la guerre en Ukraine se traduit aussi par une accélération de l'inflation provoquée par les opérations de spéculation des profiteurs de guerre que sont les groupes du secteur de l'énergie ou de l'agroalimentaire. En aggravant la désorganisation de l'économie engendrée par le Covid et la guerre économique que se livrent les grands groupes capitalistes pour accaparer le maximum de plus-value, elle intensifie la guerre sociale que le grand patronat mène contre les travailleurs. Elle exacerbe la rivalité entre les capitalistes et les puissances qui défendent leurs intérêts. Dans divers entreprises, les ruptures d'approvisionnements provoquées par les combats en Ukraine ou par les sanctions contre la Russie servent déjà à imposer des jours de chômage et de nouveaux reculs sur les conditions de travail.

Cette guerre est utilisée par tous les gouvernements pour

tenter de souder la population derrière eux, au nom de la défense des valeurs démocratiques contre la dictature de Poutine, au nom de la paix ou de la menace d'une guerre nucléaire. L'émotion légitime devant les images de cadavres, de destructions, de foules de réfugiés, l'élan de solidarité désintéressé pour aider ces derniers, la mise en scène des volontaires qui s'engagent pour aller combattre en Ukraine, sont utilisés pour tenter de créer l'unité nationale et pour préparer les esprits à l'idée qu'il est légitime de défendre sa patrie et qu'il faut être prêt à mourir pour elle.

Cette unité nationale est aujourd'hui loin d'être acquise. En France, la méfiance voire la haine vis-à-vis de Macron, exprimées au cours du mouvement des gilets jaunes, et qui ont perduré pendant les deux années de gestion autoritaire de la pandémie et son utilisation pour faire marcher au pas les travailleurs, entravent l'adhésion à l'unité nationale. Toute une

fraction de la classe ouvrière de ce pays, à cause de ses liens avec le Maghreb, l'Afrique ou le Moyen-Orient, est légitimement révoltée par les différences de traitement entre les réfugiés ukrainiens et ceux venus du Moyen-Orient. Ces travailleurs connaissent la responsabilité de l'impérialisme et de ses alliés dans la destruction de l'Irak, de la Libye, du Yémen ou de la Syrie. Ce rejet de l'impérialisme, quand il ne s'appuie pas sur une conscience de classe, conduit certains d'entre eux à voir dans Poutine, bien à tort, un champion anti-impérialiste.

Pour autant, dans divers milieux, y compris parmi les travailleurs, on a pu entendre des partisans de la restauration du service militaire obligatoire. La Suède vient de le remettre en vigueur ; en Allemagne, les partis de gouvernement en discutent. La Légion internationale pour l'Ukraine créée par Zelensky semble avoir trouvé des recrues, et pas seulement parmi des anciens militaires ou des militants d'extrême droite en mal d'adrénaline. Il n'y a pas d'afflux massif et on est encore loin d'une militarisation générale de la population. Mais l'un des objectifs des gouvernements occidentaux, qui louent l'héroïsme des Ukrainiens et la loi martiale imposant l'interdiction de sortie de l'Ukraine pour tous les hommes entre 18 et 60 ans, est précisément de préparer les esprits à la guerre. Il y a deux ans, le général Burkhard, actuel chef d'état-major des armées, constatait que les jeunes officiers français n'étaient « *pas assez endurcis* ». Un officier formateur à Saint-Cyr regrettait que « *la société française se soit éloignée du tragique et de l'histoire*⁸ ». La guerre en Ukraine est utilisée par les officiers de la bourgeoisie pour donner des cours accélérés de « *tragique et d'histoire* ».

LES COMMUNISTES RÉVOLUTIONNAIRES ET LA GUERRE

Ce conditionnement est favorisé par l'agitation de différents courants politiques qui réclament des armes pour l'Ukraine, y compris ceux, classés à gauche, qui se démarquent de l'OTAN. Ainsi Ensemble!, le parti de Clémentine Autain, écrit dans un tract en jaune et bleu, couleurs du drapeau ukrainien, daté du 8 mars : « *Nous disons oui aux livraisons d'armes défensives demandées par la résistance et le gouvernement de l'Ukraine.* » Les groupes héritiers du Secrétariat unifié de la IV^e Internationale (SU) sont sur les mêmes positions : « *Solidarité et soutien à la résistance armée et non armée du peuple ukrainien. Livraison d'armes à la demande du peuple ukrainien pour lutter contre l'invasion russe de son territoire.* »⁹ Biden, Macron et les autres dirigeants occidentaux n'ont pas attendu Ensemble! ou le SU pour livrer effectivement des armes. Ils les fournissent sans limite à l'armée de Zelensky, un « démocrate » qui ne dépare pas dans la galerie de portraits de présidents corrompus qui dirigent l'Ukraine depuis plus de vingt ans, et aux milices territoriales ukrainiennes largement sous la coupe de l'extrême droite.

Réclamer « *des armes pour l'Ukraine* », sans distinguer les intérêts sociaux opposés dans ce vaste pays, c'est considérer que l'invasion russe a supprimé toute lutte des classes en Ukraine. C'est affirmer que les intérêts des millions de travailleurs, ouvriers agricoles des anciens kolkhozes privatisés, sidérurgistes d'Azovstal à Marioupol, mineurs du Donbass, traminois de Kiev ou de Kharkiv ou retraités aux pensions de misère, sont les mêmes que ceux des oligarques ukrainiens, successivement pro-russes

ou pro-occidentaux. Si nous sommes bien incapables, de loin et sans implantation militante dans ce pays, de proposer aux travailleurs d'Ukraine une politique qui corresponde à leurs intérêts, nous pouvons cependant affirmer quelques axes de ce que pourrait être une telle politique : s'adresser aux soldats russes pour essayer de les détacher de Poutine et des généraux qui organisent cette guerre fratricide, en s'appuyant sur les multiples liens personnels, familiaux, économiques, culturels qui unissent encore les Russes et les Ukrainiens plutôt que d'exacerber les sentiments nationaux ukrainiens ; refuser tout alignement derrière Zelensky, en soulignant sa dépendance aux bourgeois et oligarques ukrainiens, tout ce qu'a d'antiouvrier la politique qu'il a menée depuis qu'il a été élu, ses relations avec les milices territoriales d'extrême droite et, au fond, avec les puissances impérialistes qui ont préparé la catastrophe actuelle.

Les communistes révolutionnaires ne sont pas des pacifistes. Les travailleurs en lutte pour défendre leur droit à l'existence, face à des armées d'occupation étrangères ou face à leurs exploiters nationaux, devront trouver les voies et les moyens pour s'armer. Mais la question des armes est liée à celle du pouvoir. Dans l'Espagne républicaine de 1936, en lutte contre les troupes franquistes, qui a été comparée par certains, dont Yannick Jadot, à la situation de l'Ukraine de 2022 pour justifier l'envoi d'armes, ce ne sont pas les armes qui ont le plus manqué, mais une politique révolutionnaire. Avant l'écrasement militaire par Franco, les ouvriers et les paysans espagnols ont été désarmés politiquement par les républicains, les socialistes et les stalinien qui ont refusé d'entériner l'expropriation des grands propriétaires et

8 Propos du général Patrick Collet cités par *Le Monde*, 7 septembre 2020.

9 Communiqué du 1^{er} mars 2022 du bureau exécutif de la IV^e Internationale.

des capitalistes, qui ont refusé de proclamer l'indépendance du Maroc dit espagnol et ont pris ou repris par la force le contrôle des milices ouvrières et des Brigades internationales pour les soumettre aux officiers de l'armée républicaine. Une autre politique, une politique ouvrière de classe, aurait été, comme pendant la révolution russe de 1917, un puissant levier pour couper l'herbe sous les pieds de Franco. Bien avant les armes physiques, les travailleurs ont besoin d'une arme politique : la conscience qu'ils doivent s'organiser à part, défendre leurs intérêts de classe, prendre le pouvoir sur toute la société. C'est vrai en période de paix, ça le reste quand la guerre éclate.

L'invasion de l'Ukraine par les armées de Poutine a fait basculer le monde dans une nouvelle époque, celle d'une accélération

du militarisme et de la marche vers une guerre généralisée. Confronté à la militarisation de toute la société, dans tous les pays du monde, juste avant la Deuxième Guerre mondiale, le *Programme de transition* (1938) rédigé par Trotsky défendait : « *Pas un homme, pas un sou pour le gouvernement bourgeois ! Pas de programme d'armements, mais un programme de travaux d'utilité publique ! Indépendance complète des organisations ouvrières à l'égard du contrôle militaire et policier !* » Et encore : « *Instruction militaire et armement des ouvriers et des paysans sous le contrôle immédiat des comités ouvriers et paysans. Création d'écoles militaires pour la formation d'officiers venus des rangs des travailleurs, choisis par les organisations ouvrières. Substitution à l'armée permanente, c'est-à-dire de caserne, d'une milice populaire en liaison indissoluble avec les usines, les*

mines, les fermes, etc. »

Les travailleurs et les jeunes ne doivent pas se laisser embrigader, encaserner sous la coupe d'officiers et de sous-officiers qui leur inculquent à coups de trique l'obéissance à la hiérarchie, l'amour de la patrie et quelques autres vertus comme la haine de l'étranger, le machisme ou l'alcoolisme... S'ils doivent apprendre le maniement des armes, cela doit se passer sur leur lieu de travail ou d'étude et par l'intermédiaire de formateurs qu'ils auront choisis. Mais ils doivent garder comme ligne de conduite que, dans les guerres entre brigands impérialistes ou entre puissances qui sont prêtes à jeter leur peuple dans la guerre pour préserver leur accès aux marchés et aux matières premières, « *l'ennemi principal est dans notre propre pays* » !

21 mars 2022



La société russe et la guerre fratricide de Poutine

L'invasion de l'Ukraine par l'armée de Poutine, le 24 février, a frappé de stupeur et d'horreur. Combien de Russes, combien d'Ukrainiens auraient imaginé, ne parlons pas des massacres de civils, mais même la possibilité d'une guerre entre eux ? Malgré la frontière qui les sépare depuis trois décennies, ils se considéraient encore récemment pour la plupart comme un même peuple.

Mais leur perception de la chose pourrait changer radicalement et durablement avec la guerre et, surtout, la fureur nationaliste dont chaque camp cherche à enivrer « sa » population.

TOUT SAUF UN ÉCLAIR DANS UN CIEL SEREIN

Depuis des mois, les dirigeants américains annonçaient une attaque russe comme imminente. Une prévision ? En tout cas, un outil de propagande internationale car, avant de virer à l'affrontement ouvert, le bras-de-fer opposant les deux camps donnait lieu à une succession de grandes manœuvres militaires à la frontière de l'Ukraine pour l'armée russe, en mer Noire et dans les pays Baltes pour les forces de l'OTAN. Le cliquetis des armes appuyait les arguments que diplomates et dirigeants des deux bords échangeaient lors de rencontres répétées ayant pour objet principal l'adhésion éventuelle de l'Ukraine à l'OTAN.

Pour la Russie, il ne pouvait en être question. Cela aurait signifié que serait passé dans le camp d'en face un pays avec lequel elle partage un long passé commun, une même langue

et d'innombrables liens familiaux, culturels et autres. Cette adhésion aurait parachevé l'encerclement militaire de la Russie par l'OTAN, ses troupes et ses missiles se trouvant désormais au contact direct des frontières russes. Car l'OTAN, un bloc militaire créé contre l'Union soviétique en 1949 par les États-Unis et leurs alliés, n'a pas disparu avec l'effondrement de l'URSS. Alors que disparut fin 1991 ce qui avait servi de justification à l'OTAN durant la guerre froide, l'existence d'une URSS présentée comme superpuissante et menaçante, cette alliance militaire n'a cessé de s'étendre et de se renforcer depuis trois décennies, et de façon quasi exclusive au détriment de la Russie.

Des mois de discussions internationales sur les visées de l'OTAN en Ukraine n'aboutissant à rien, Poutine décida, le 21 février, de reconnaître l'indépendance des républiques de Lougansk et de Donetsk, des entités sécessionnistes du Donbass ukrainien. Dans la veine nationaliste grand-russe du tsarisme qu'il affectionne, Poutine, refusant toute légitimité à un État ukrainien, présenta « *l'Ukraine moderne comme une création de la Russie bolchevique* ». Il proposa même de la rebaptiser

« Ukraine de Vladimir Lénine » car, lors de la révolution de 1917, c'est Lénine qui avait reconnu à la nation ukrainienne le droit à disposer d'elle-même. Un droit que les bolcheviks, qui savaient pouvoir s'appuyer en cela sur la mobilisation et la conscience de classe des prolétaires et des exploités russes, ukrainiens et autres, reconnurent à toutes les minorités nationales que le tsarisme avait opprimées. Mais un droit, précisa Poutine en s'en félicitant, que Staline avait réduit à néant en tenant l'URSS dans sa poigne de fer. Ennemi déclaré du bolchevisme et du droit des peuples, partisan de l'oppression nationale dans les variantes tsariste et stalinienne : voilà qui caractérise bien le chef d'une bureaucratie russe réactionnaire, chauvine et antiouvrière.

AUX ORIGINES RÉCENTES DU CONFLIT ACTUEL

Ce n'est pas d'aujourd'hui que l'Ukraine se retrouve au cœur de l'affrontement entre, d'une part, le camp de l'impérialisme, celui des États de la bourgeoisie qui dominent le monde et le livrent à l'exploitation de leurs grands groupes capitalistes, et



Paramilitaires nationalistes sur le Maïdan, place centrale de Kiev, en 2014.

d'autre part, le camp de la bureaucratie russe. La «révolution orange» de 2004 avait déjà vu des politiciens ukrainiens s'affichant pro-occidentaux se hisser un temps aux commandes. Mais ce sont les « événements du Maïdan », survenus dix ans plus tard au centre de Kiev, qui ont marqué un tournant. À la suite de manifestations que la répression ne parvenait pas à mater, le président Ianoukovitch, haï par la population qui l'associait aux piliers de l'oligarchie et de la bureaucratie, avait dû s'enfuir. Pendant des années il avait loupé entre l'Ouest et l'Est. Mais en 2014 Washington, qui voulait l'empêcher de demander à Moscou les moyens de faire face aux pressions des institutions financières occidentales, pilota son renversement par la rue, en fait par l'extrême droite ultranationaliste, sur fond de fort mécontentement populaire.

Le Kremlin répliqua à ce

coup de force par un autre. Il annexa la Crimée, un territoire de la Russie soviétique que Khrouchtchev avait cédé à l'Ukraine en 1954, et suscita, dans l'est du pays, la sécession du Donbass. N'ayant pas la force de reprendre la Crimée, Kiev lança son armée sur le Donbass, une région minière et industrielle russophone de la plus haute importance pour lui. Pour ce faire, il obtint le soutien plus ou moins discret de l'OTAN, qui lui envoya conseillers militaires et armements modernes, et celui ouvert de groupes paramilitaires d'extrême droite – ceux qui avaient été à la manœuvre en 2014 et qui, aujourd'hui, encadrent la défense territoriale de Zelensky. Et depuis huit ans, le camp impérialiste s'affronte à la Russie dans le Donbass par alliés interposés : les troupes des gouvernements ukrainiens successifs ; les forces pro-russes de Lougansk et de Donetsk. Un

conflit que l'on n'ose dire limité tant il a causé de destructions de part et d'autre de la ligne de front et de ravages dans la population : 15 000 morts et deux millions de déplacés.

LA GUERRE À L'ÉCHELLE DE TOUTE L'UKRAINE

Depuis un mois qu'elle s'est abattue sur l'Ukraine, l'armée russe a ravagé les grandes villes, fait des milliers de morts parmi leurs habitants et poussé un quart de la population sur les routes de l'exode. Si Poutine fait bombarder les civils ukrainiens aussi impitoyablement que l'OTAN avait bombardé les civils serbes à Belgrade en 1999 ; s'il se montre prêt à raser des villes ukrainiennes comme il avait rasé Grozny, capitale de la Tchétchénie « russe », en 1999, la guerre éclair qu'il espérait marque le pas.



Char russe détruit près de Marioupol.

Nous ne discuterons pas ici du déroulement des opérations militaires, ni des insuffisances du renseignement militaire et politique (FSB) qu'allègue le Kremlin. L'arrestation de deux généraux, accusés d'avoir livré des informations stratégiques plus conformes aux attentes du Kremlin qu'à la réalité, a l'avantage « d'expliquer » les ratés de « l'opération militaire spéciale » de Poutine, et surtout d'en exonérer ce dernier. Mais cela a l'inconvénient, pour le régime, de souligner ce qui est la rançon d'un pouvoir ultra-autoritaire ; le fait qu'il a choisi de s'appuyer sur les « organes », cette toute-puissante FSB, à la fois police politique et agence de renseignement, et qu'il a, pour couronner la « verticale du pouvoir », un chef qu'il ne fait pas bon contredire.

Même si nul ne sait quand et comment la guerre pourrait se terminer, celle-ci a déjà montré que le mépris du sort des peuples dont témoigne Poutine a réussi là où avaient échoué des années d'agitation des nationalistes ukrainiens : il a soudé la population, qu'elle soit ukrainophone ou russophone, derrière « son » État, « ses » oligarques rapaces, et leur « défense de la patrie ».

En décembre 2020, exemple parmi tant d'autres, les mineurs de fer et d'uranium des régions russophones et ukrainophones firent grève en commun pour leurs salaires, contre les propriétaires privés des mines et contre le gouvernement Zelensky. Quinze mois plus tard, le nationalisme guerrier de l'État russe a changé la donne. Il a, fruit de l'invasion, renforcé un nationalisme d'État ukrainien en position de lui faire face, mais surtout de ligoter « ses » travailleurs dans les rets de l'union sacrée. Et il n'y a rien d'étonnant à ce que ce soit à des groupes nationalistes d'extrême droite que le pouvoir ukrainien ait souvent confié la tâche d'enrôler, instruire et envoyer au combat les membres, volontaires ou embrigadés contre leur gré, de la défense territoriale.

De là à prétendre que la défense de l'Ukraine reposerait sur la population mobilisée au sein de la défense territoriale, il y a toute la différence entre réalité et propagande. Avant de songer éventuellement à aller se battre, la majorité de la population cherche à survivre, à se protéger des bombardements, à se procurer de quoi se nourrir alors que les magasins sont vides ou détruits, à trouver un

bus, un train pour une province éloignée des zones de combat ou l'étranger.

Mais il est un fait que les soldats russes ont été vus partout comme des envahisseurs. Peut-être même, car le Kremlin leur a laissé croire qu'ils seraient accueillis en libérateurs, cela explique-t-il que des unités russes, voyant face à elles des civils désarmés et entendant ce qu'ils leur criaient dans leur propre langue, aient, ici arrêté leur colonne de chars, et là montré bien peu d'empressement à combattre. Au contraire, les soldats ukrainiens, galvanisés par la puissance des sentiments nationaux que l'invasion a fait lever, ont la conviction de défendre leur famille, leur ville, leur pays.

Bien sûr, et même si les médias occidentaux l'ont occulté au début, la résistance que rencontre l'armée russe doit beaucoup au soutien militaire et humain que l'OTAN fournit depuis des années à Kiev. Envoi d'instructeurs, d'armes conventionnelles, installation de camps d'entraînement, manœuvres conjointes, transmission de renseignements militaires, aéroports aménagés pour les gros-porteurs livrant des armes dernier cri... Les États-Unis et l'Union européenne viennent encore de doubler le budget de leur aide militaire respective au pouvoir ukrainien. Ou, pour le dire autrement, les sommes que les États impérialistes fournissent, au titre des commandes de l'aide à l'Ukraine, à leurs industriels de l'armement. Pour ces derniers, c'est pain béni. Pour un peu, ils pourraient même se voir promettre le paradis pour « bonne action », puisque les dirigeants occidentaux justifient leurs profits de guerre par des discours incessants sur la nécessité morale d'aider un peuple agressé à se défendre ! Des discours qui ont aussi pour but de chercher à souder, sur le terrain guerrier, les opinions

OLEKSANDR LAPSHYN / REUTERS



À Kharkiv bombardé, le 7 mars.

VYACHESLAV MADYEVSKYY/REUTERS



Le bataillon Azov (extrême droite nationaliste) chargé d'entraîner les civils, à Kharkiv.

publiques occidentales derrière leurs gouvernants.

Une mise en condition qui pourrait s'apparenter à une répression, dans des temps où les tensions s'exacerbent partout, sur fond de crise mondiale qui s'aggrave et de bruits de bottes qui s'intensifient.

CE QUE RÉVÈLE L'AFFRONTLEMENT RUSSIE-OTAN

La guerre est la poursuite de la politique par d'autres moyens. Le fait pour les classes dirigeantes de recourir à ce moyen extrême met en évidence des tensions internes et externes qu'elles ne parviennent pas ou plus à résoudre par des méthodes habituelles de gouvernement. En même temps que cette situation de crise agit comme un révélateur de ces contradictions, elle en amplifie et exacerbe certaines manifestations.

L'accumulation de problèmes sociaux, économiques, politiques et stratégiques non résolus, ou apparus depuis que l'URSS a disparu, est à la racine de cette guerre qui oppose sur le terrain les deux principaux États issus de la désagrégation de l'URSS.

Des commentateurs présentent Poutine comme un dangereux fou furieux. Comme si se focaliser sur la personnalité de tel ou tel dirigeant épuisait la question ! Mais pour ceux qui font l'opinion, cela a un grand avantage : celui d'éviter les causes réelles de la guerre, non seulement du côté russe, mais du côté des États impérialistes.

Personne ne niera le rôle des dirigeants russes et ukrainiens. Celui du chef de la bureaucratie russe qu'incarne Poutine depuis deux décennies s'exprime ici sur un mode sinistre : belliciste à l'extérieur et toujours plus répressif à l'intérieur. En face, avec Zélenky, l'angélisme est de rigueur : on a un acteur-affai-

riste que ses parrains oligarques ont porté à la tête d'un État ukrainien sans unité, gangrené par la corruption et l'extrême droite, et dont les soutiens occidentaux font maintenant une icône de la démocratie. Mais au-delà de la mise en scène des rôles respectifs de Poutine et de Zélenky, leurs actions s'inscrivent dans un cadre où s'enchevêtre un faisceau de forces qui les dépassent. Et l'on ne saurait comprendre le jeu et la nature de ces forces, à l'œuvre depuis des années, si l'on ne les reliait à leur source : aux processus ayant conduit à l'éclatement de l'Union soviétique, fin 1991.

LA RUÉE VERS L'OUEST DES BUREAUCRATES

La partition de l'URSS en quinze États, eux-mêmes souvent menacés d'éclatement, a résulté de la volonté de millions de bureaucrates et de leur activité prédatrice libérée de toute entrave.

La bureaucratie soviétique était une couche sociale d'administrateurs, de gestionnaires, de chefs petits et grands qui a accédé au pouvoir quelques années à peine après la révolution ouvrière victorieuse d'Octobre 1917. Ce qui lui a permis d'échapper au contrôle que la classe ouvrière et son parti, le Parti bolchevique, exerçaient jusque-là sur son propre appareil de gestion et d'administration, c'est l'épuisement physique, moral et politique de la classe ouvrière russe, qui avait fait une révolution victorieuse, gagné la guerre civile puis commencé à édifier son État, sur fond de reflux de la vague révolutionnaire qu'avait fait lever partout en Europe la soif des opprimés de balayer le système qui avait conduit l'humanité à la première boucherie mondiale.

Staline, qui représentait les intérêts de la bureaucratie au sommet de l'État et du parti,

ayant liquidé l'opposition acharnée des partisans de Lénine et de Trotsky, la bureaucratie put asseoir ses privilèges sur un parasitage croissant de l'économie étatisée et planifiée. La position sociale de chaque bureaucrate, et les privilèges y afférant, dépendaient de sa place dans l'appareil dirigeant, et de ce que le pouvoir ne remettait pas en cause son droit à profiter du parasitage collectif de la société par les bureaucrates.

Ce qui mena l'URSS à la tombe, c'est précisément la volonté d'une couche sociale privilégiée devenue pléthorique de ne plus avoir à supporter un contrôle central sur son parasitage de l'économie. Ce contrôle avait été instauré par Staline dès les années 1920 pour éviter que la rapacité, l'irresponsabilité des bureaucrates ne mettent en péril leur propre système. Pour faire que les bureaucrates marchent droit, il avait dû recourir aux grands moyens, et les membres de la caste privilégiée n'échappèrent pas à la terreur sanglante de leur propre régime.

Après la mort de Staline en mars 1953, le pouvoir adoucit son contrôle sur la bureaucratie. Assez pour que prolifèrent ses prélèvements sur l'économie, ses vols et son parasitisme social – et pour que cela plonge l'économie soviétique dans un marasme croissant. Mais pas assez pour que, le parasitisme des bureaucrates n'étant pas reconnu par la loi, ce qu'il leur procurait d'avantages et de revenus légaux et illégaux y ait gagné l'assurance de ne plus pouvoir être remis en cause ou menacé par le système même, ce système qui protégeait les intérêts collectifs des bureaucrates contre la population. Une telle garantie de leur statut et de leurs revenus individuels n'aurait pu leur venir que de rapports sociaux d'une tout autre nature. Des rapports sociaux qui n'auraient pu s'édifier que sur



WIKIMEDIA COMMONS

Gorbatchev et George H. W. Bush signent un accord de désarmement sur les armes chimiques le 1^{er} juillet 1990.

la propriété privée des moyens de production et d'échange, la course au profit individuel comme moteur de l'économie. À l'image donc de ce qui forme le socle des sociétés d'Europe de l'Ouest et d'Amérique du Nord, le mode de domination de classe propre à la bourgeoisie : des rapports de propriété de type capitaliste, reconnus, légitimés par la société et protégés par la loi, l'État, ses forces de répression.

Au tournant des années 1980, l'âge et la mort eurent raison en quelques mois de l'équipe qui avait dirigé l'URSS depuis Khrouchtchev, sinon Staline. Des luttes pour la succession au sommet du parti unique et de l'État éclatèrent, qui affaiblirent, puis neutralisèrent les moyens dont disposait le pouvoir central pour imposer une discipline collective à la caste dirigeante. Une situation qui laissa entrevoir à cette dernière la possibilité de troquer sa rente de situation finalement toujours aussi instable pour une position de possédants de plein droit, à

l'image du fondement de la domination de classe dans les pays capitalistes développés.

À L'HEURE DU «TOUT DOIT DISPARAÎTRE»

Sous Gorbatchev, arrivé au pouvoir en 1985 dans les circonstances que nous avons décrites, les appétits de millions de bureaucrates, une fois libérés, allaient, en quelques années, avoir raison de l'existence d'un État soviétique unifié. Cela s'accompagna d'une volonté, en haut comme à tous les échelons de l'appareil d'État, d'en finir avec la propriété étatisée : l'heure était au dépeçage de l'économie, comme de tout ce qui pouvait avoir de la valeur, chaque bureaucrate en voulant « sa » part, comme une nuée de mafieux et d'arrivistes combinards de tout poil eux aussi lancés à la curée. Quant à la planification de l'économie qui, même bureaucratisée et privée de ce fait d'une grande partie

de son efficacité, se dressait encore comme un obstacle sur leur route, elle allait disparaître dans la tourmente.

En août 1990, prétendant sauver l'URSS de la crise dans laquelle leur système l'avait enfoncée, certains dirigeants de la bureaucratie proposèrent un plan de « retour au marché ». Ils promettaient qu'une fois liquidée la propriété d'État, privatisé le gros de l'économie et celle-ci arrimée au marché mondial, le pays pouvait accoster aux rives de l'Eldorado capitaliste. Tout cela « en 500 jours », titre de ce plan que, dans leur surenchère démagogique, Gorbatchev et Eltsine avaient repris.

Il fallut un délai comparable pour que l'URSS, non pas se transforme en un paradis pour bureaucrates rêvant de devenir des bourgeois, mais pour que, mise en pièces, elle cesse d'exister. Elle se trouva livrée à des meutes de prédateurs, tandis que ses habitants, son économie, en fait toute la société

té, plongeait dans un chaos effroyable.

L'Amérique, pas celle fantasmée par les bureaucrates, celle de la plus puissante bourgeoisie au monde, tenta d'éviter un effondrement total de l'État soviétique. Non par on ne sait trop quelle grandeur d'âme mais parce qu'elle voyait là se profiler la menace d'une déstabilisation ingérable d'une bonne partie du monde. Le 1^{er} août 1991, l'ancien chef de la CIA devenu président des États-Unis, George H. W. Bush, vint même à Kiev pour, s'adressant aux députés de la Rada et à travers eux aux dirigeants soviétiques, les mettre en garde contre un « nationalisme suicidaire » et leur conseiller de rester dans l'État soviétique rénové que promettait Gorbatchev. Il n'y a là rien de paradoxal, même si un Biden se fait aujourd'hui le chantre de la rupture entre Kiev et Moscou. En fait, les dirigeants américains des derniers temps de l'URSS avaient amplement eu le

temps de vérifier que, de Staline à Gorbatchev, non seulement l'URSS n'avait pas menacé la domination de l'impérialisme, mais qu'elle était un pilier de l'ordre mondial.

Mais même approuvée par Bush et surtout par plus de 60 % des participants au référendum que Gorbatchev avait organisé sur la question, l'idée de maintenir un État soviétique unifié ne pesa pas lourd face à une énorme masse de bureaucrates, de profiteurs en tout genre et de petits bourgeois ayant hâte de briser ce cadre pour devenir de véritables bourgeois.

PROMESSES ET RÉALITÉS

Tout semblait leur sourire : leurs dirigeants étaient toujours plus nombreux à vanter cette perspective. L'Occident applaudissait tandis que ses idéologues, fêtant la fin du « communisme », annonçaient la victoire

définitive du capitalisme et, sans rire, la fin de l'histoire. Selon un scénario rodé en Europe de l'Est depuis la chute du mur de Berlin en 1989, des universitaires et des banquiers américains se présentant comme des experts en transition vers le marché affluèrent à Moscou, Saint-Petersbourg, Kiev pour y conseiller les autorités. On mit en œuvre des « thérapies de choc » à l'échelle de l'URSS : privatisations de pans entiers de l'économie, du logement, de la santé, de l'éducation, libération des prix, mise en pièces des garanties sociales, mise en faillite de milliers d'entreprises, licenciements massifs, salaires impayés, fonte brutale des pensions, inflation flambant jusqu'à 2000% ! Cela plongea la société dans le chaos et des dizaines de millions de gens dans une misère sans fond.

À la fin de l'URSS et peu après, les dirigeants de l'impérialisme avaient promis à Gorbatchev, puis à Eltsine, de mettre sur pied un « nouvel ordre mondial »

BUNDESBILDSTELLE / OFFICE DE PRESSE ET D'INFORMATION DU GOUVERNEMENT FEDERA



15 juillet 1990, Gorbatchev (au centre) discutant de la réunification allemande avec, notamment, Helmut Kohl (à droite).

(Bush) et un « partenariat pour la paix » (Clinton). Pour que Gorbatchev laisse l'Allemagne se réunifier, Bush, le chancelier Kohl et la Première ministre britannique Thatcher lui avaient dit que l'OTAN « n'en profiterait pas ». L'année suivante, Gorbatchev laissa les républiques baltes soviétiques devenir indépendantes : pour le rassurer, le secrétaire d'État américain James Baker lui promit que l'OTAN n'avancerait « pas d'un pouce » vers l'est.

Ce n'est qu'en 1999 que l'OTAN intégra la Pologne, la République tchèque et la Hongrie. Mais d'autres allaient suivre : pays Baltes en 2002 ; Slovaquie, Roumanie, Slovénie, Bulgarie en 2004 ; Croatie et Albanie en 2009 ; Monténégro en 2017 ; Macédoine du Nord en 2020...

Dès 1992, alors que l'URSS venait de disparaître, la Maison-Blanche conçut des plans en ce sens, comme il ressort de divers textes et rapports officiels de l'époque. Ainsi, le secrétaire à la Défense Paul Wolfowitz affirmait dans son *Guide pour une organisation de la Défense* : « Notre politique doit maintenant se focaliser sur comment empêcher qu'émerge à nouveau quelque rival mondial potentiel que ce soit » tout en soulignant que « la Russie restera la puissance militaire la plus forte en Eurasie ». C'est dans le même sens que poussaient les conseillers pour la sécurité et la politique étrangère de plusieurs présidents américains, Henry Kissinger et Zbigniew Brzezinski. En 1997 celui-ci insistait, dans son livre *Le grand échiquier*, sur le fait que, dans le « trou noir » laissé par la disparition de l'URSS, le « pivot géopolitique » de la situation était l'Ukraine : la couper de la Russie affaiblirait cette dernière de façon définitive, disait-il, et une Ukraine intégrée à l'OTAN serait un « poignard pointé » sur Moscou.

En clair, alors que durant la décennie qui suivit la fin de

l'URSS, l'Occident impérialiste semblait se montrer bien disposé à l'égard d'une Russie ne jurant que par le marché et surtout très affaiblie et même quand Poutine, qui venait de succéder à Eltsine, disait envisager, eh oui, que la Russie adhère à l'OTAN, les États impérialistes n'en continuaient pas moins à affûter leurs armes. Participer à la curée sur les restes de l'économie soviétique, s'emparer d'entreprises, conclure des contrats sans que leurs capitalistes risquent trop gros, ils n'étaient pas contre. Mais il n'était pas question pour eux de faire une place à la Russie, et encore moins à l'Ukraine (ou à d'autres ex-républiques soviétiques) dans leur concert des nations. Ou alors en tant qu'États entièrement dominés économiquement et politiquement, et n'ayant ni les moyens ni la velléité de porter ombrage à la domination de l'impérialisme sur le globe.

QUELLE INTÉGRATION DANS LE GIRON DU CAPITALISME ?

Trotsky, peu avant son assassinat par un agent de Staline, avait exprimé l'idée que, si la bourgeoisie de la fin des années 1930 avait encore eu le dynamisme de sa jeunesse, elle aurait su réintégrer l'URSS des bureaucrates, et faire d'eux des capitalistes comme les autres. C'est ce qu'elle avait fait par exemple à la fin du 19^e siècle, quand elle avait intégré à son système mondial des pays nouvellement industrialisés dont toute une partie de la société, du fonctionnement et des institutions restait marquée par le féodalisme, tels le Japon et l'Allemagne.

Un siècle plus tard, lorsque l'URSS disparut, le capitalisme était entré depuis longtemps en sénescence. En outre, le monde capitaliste se trouvait à nouveau plongé dans une crise sys-

témique qui n'a fait qu'aller en s'aggravant depuis. En l'espèce, nous le disions alors et on le vérifie aujourd'hui, le système capitaliste ne pouvait proposer un avenir autre que de régression multiforme à l'Union soviétique et à ses peuples.

En 1936, dans son ouvrage *La révolution trahie*, Trotsky, discutant de la nature de l'URSS stalinienne, écrivait ceci : « La chute de la dictature bureaucratique actuelle sans son remplacement par un nouveau pouvoir socialiste annoncerait ainsi le retour au système capitaliste avec une baisse catastrophique de l'économie et de la culture. »

La catastrophe dans tous les domaines a été immédiate, et personne ne sait si et quand l'ex-URSS pourrait s'en remettre. Quant au retour au capitalisme – dont Trotsky n'avait nulle intention de prédire les rythmes et modalités car son problème était de tout faire pour que cela n'advienne pas –, un demi-siècle après, il reste... annoncé. En effet, si la propriété étatisée et le plan ont été liquidés, comme la plupart des conquêtes d'Octobre, et si la propriété privée des moyens de production a été votée et inscrite dans la loi, le capitalisme n'est pas encore vraiment rétabli en Russie.

En tout cas, pas comme il l'a été dans les ex-Démocraties populaires d'Europe de l'Est. Ni sous les formes qu'envisageaient les scénarios de réintroduction du marché concoctés par les « docteurs » russes et occidentaux prétendant guérir l'ex-URSS du mal collectiviste.

LES MAUVAISES SURPRISES DE LA PROPRIÉTÉ « À LA RUSSE »

Avec un recul de trente ans, le constat est assez facile à faire. À l'époque, certains, même à l'extrême gauche, qui confondaient les mots avec les actes et qui pensaient que les intentions



Eltsine et l'oligarque Berezovski en 1998.

proclamées valaient réalisation, se sont empressés de conclure que l'ex-URSS était revenue dans le giron du capitalisme. En une certaine mesure, c'est exact. Mais cela ne signifie nullement que la bureaucratie s'était transformée, ni qu'elle allait bientôt se transformer en bourgeoisie au sens capitaliste du terme.

La bureaucratie elle-même a mis quelque temps à s'en rendre compte. Pour des millions de bureaucrates ex-soviétiques, perdre leurs illusions fut un processus douloureux de grande ampleur.

Le saccage de l'économie soviétique en 1991-1992-1993 sonna l'heure de l'enrichissement ultrarapide d'individus que leur situation personnelle, leurs relations avec des membres de l'appareil dirigeant, leurs liens avec des clans de la mafia et beaucoup de chance mirent en situation de devenir ces « nouveaux Russes » comme on disait alors, et des oligarques pour ceux qui s'enrichirent le plus. Provenant du mot qui désigne en grec ancien le gouvernement par une petite minorité, le terme « oligarque » s'appliquait bien au fait que seuls certains affairistes avaient surnagé, survécu aux balles de leurs rivaux et prospéré au point de pouvoir faire main basse sur des pans entiers de l'économie dans le pétrole, les médias, la banque... Au point d'avoir accumulé en un temps record tellement d'argent, et de

pouvoir, qu'ils se targuaient de détenir le pouvoir, sinon d'être le pouvoir. Berezovski se vantait par exemple d'avoir fabriqué la réélection du président Eltsine, qui n'avait dès lors rien à lui refuser ni à ses compères. C'est ainsi que lui et six vautours de son acabit, dont Goussinski, Potanine et Khodorkovski, purent rafler le gros des entreprises industrielles qu'Eltsine, à la tête d'une Russie désargentée, privatisa. L'opération « prêts contre actions » consista en ceci qu'en « prêtant » au Kremlin l'argent qu'ils avaient volé à un État russe trop faible pour les empêcher, ils acquirent les actions de grands groupes restés jusqu'alors publics !

À l'époque, on a parfois comparé ces oligarques aux « barons voleurs » de l'Amérique qui s'industrialisait dans les années 1870. Par leurs méthodes et leur rapacité sans doute. Mais là s'arrête la comparaison. En Amérique, il n'y avait pas eu, comme ce sera le cas cent-vingt ans plus tard en Russie, des millions de candidats en position de postuler à un enrichissement rapide mais qui risquaient de tout perdre dans l'affaire : statut social, privilèges, vie parfois. En URSS, pendant des décennies, il n'y avait plus eu de bourgeoisie : la révolution et la guerre civile en avaient extirpé les racines mêmes. De ce fait, la seule couche sociale privilégiée avait été celle des bureaucrates.

Ceux-ci tiraient leurs privilèges de la position qu'ils occupaient dans l'appareil du parti unique ou des institutions soviétiques, pas de la détention d'une entreprise ou d'actions, ni même d'une part du capital de l'ensemble de la société. Leur statut, leurs revenus, ils les devaient à l'État, qui était le détenteur en nom collectif de la richesse, le surtravail volé aux travailleurs, et son répartiteur parmi les bureaucrates.

Certes, il n'y avait rien de commun en termes de privilèges entre un directeur, par exemple, de l'usine géante de constructions mécaniques Ouralmach, à Sverdlovsk (l'actuelle Ekaterinbourg), capitale du complexe militaro-industriel soviétique, et un petit responsable de l'attribution, aux ouvriers, de bons de séjour dans les centres de vacances dépendant de cette usine. Mais tous deux, à leur façon, faisaient partie de la bureaucratie, avaient une position qui leur permettait de « rendre des services », certes à des niveaux d'importance très différents, mais toujours contre divers avantages. Avec ses 30 000 travailleurs en 1990, Ouralmach faisait vivre ainsi directement des centaines de bureaucrates petits et grands dans l'usine même (direction, syndicats officiels, œuvres sociales, logement, polyclinique, instances du parti...), et bien plus encore dans la ville et la région. Or, si dès 1990 des fils de directeurs privatisèrent à leur compte les services informatiques d'Ouralmach, si des groupes mafieux liés aux autorités régionales se disputèrent ensuite la propriété de l'usine, de ses machines, de ses stocks, de ses entrepôts et innombrables bâtiments industriels ou non, ainsi que de sa production, ceux qui en bénéficiaient, parce qu'ils pouvaient exhiber un titre de propriété – et s'appuyer sur de fortes protections en haut lieu – n'excédaient pas quelques dizaines d'individus. En face d'eux, un millier

– au bas mot – d’autres bureaucrates de tout rang, qui avaient eu une position, des avantages garantis dans le système précédent, avaient tout perdu avec la disparition de la propriété étatique sur cette immense usine.

Et l’on devine la rage d’une foule d’officiers – membres d’un des grands corps de la bureaucratie, jadis enfants chéris du régime, au statut envié, qui avaient eu accès à des magasins spéciaux bien pourvus – mais qui, au début des années 1990, devaient vivre dans des baraquements délabrés avec des soldes rongées par l’inflation. Ou encore, ce que pensaient ces officiers de marine s’entassant avec leur famille à bord de navires de guerre « réquisitionnés » dans le port de Vladivostok car n’ayant nulle part où loger. Et pendant ce temps, « leur » ministre, le très corrompu Pavel Gratchev, proche du non moins corrompu président Eltsine, frayait en affaires avec les oligarques, détournait l’argent des soldes et des équipements, entre autres pour s’acheter des voitures de luxe, d’où son surnom, Pacha¹ Mercedes !

On pourrait multiplier à l’infini les exemples au travers desquels une foule de bureaucrates finit par se persuader que, si le capitalisme c’était cela, ils n’avaient rien à y gagner, mais tout à perdre.

MISE AU PAS DES OLIGARQUES ET REPRISE EN MAIN

À la fin des années 1990, cette conscience qu’avaient fini par acquérir des millions de laissés-pour-compte de la bureaucratie fit la force de celui qui l’exprimait à la tête de la FSB sous Eltsine, et qui allait lui succéder à la présidence : Poutine. Les hommes de l’ex-KGB comme lui se trouvaient bien placés pour savoir que les oligarques,

¹ Pacha est le diminutif de Pavel.



Poutine avec Alisher Ousmanov, au Kremlin de Moscou, en janvier 2017.

produits du marché, faisaient le leur en vidant littéralement la Russie de ses richesses. Cela devait cesser ou alors la Russie se retrouverait à genoux, et des millions de privilégiés avec elle. Pour l’éviter, il fallut à Poutine, aux hommes de la FSB et à ceux du « clan de Saint-Petersbourg », qui n’avaient pas été les derniers à s’enrichir dans le pillage des années 1990, mater les oligarques.

Le pouvoir leur intima de ne plus se mêler de politique, de payer des impôts, de restituer à l’État « leurs » entreprises les plus importantes. Cela allait permettre à l’État russe de créer ou consolider d’immenses trusts parapublics dans l’énergie, l’armement, le spatial, le commerce extérieur, avec souvent une entreprise unique à l’échelle du pays. De telles entreprises, dont le meilleur exemple est le géant mondial des hydrocarbures Gazprom, reprenant à leur façon la tradition soviétique de concentration des moyens économiques entre les mains de l’État et au sein d’une même structure, ont été et sont encore sans aucun doute un puissant outil pour les autorités. Cela leur permet en effet de réagir rapidement et de faire face aux déve-

loppements et répercussions de la crise mondiale, et avec plus d’efficacité que, par exemple, aux États-Unis où le secteur des hydrocarbures est dispersé en une demi-dizaine de grandes sociétés, qui ont chacune leurs propres actionnaires, donc leur propre stratégie en fonction de leurs intérêts.

Face à la reprise en main de l’économie par l’État à partir des années 2000, certains oligarques regimbèrent. Les récalcitrants atterrirent en prison, perdirent une partie des sociétés qu’ils contrôlaient, puis eurent le droit d’aller à l’étranger profiter de ce qu’il leur restait. Ayant goûté des « arguments » de la FSB, certains se le tinrent pour dit. D’autres y ont parfois perdu la vie. D’autres encore, après avoir été nommés gouverneurs d’une région déshéritée, furent sommés d’y prendre à leur charge, donc sur ce qu’ils avaient volé, de quoi financer de grosses dépenses d’infrastructures. Abramovitch, qui se trouvait dans ce cas, a préféré au titre de bienfaiteur forcé d’une région celui de résident britannique et de propriétaire du club de foot de Chelsea. Son compère Alisher Ousmanov, un proche de Poutine, a lui jeté son dévolu sur le

club d'Arsenal.

L'oligarque déchu le plus connu est Khodorkovski. Première fortune du pays, PDG de la compagnie pétrolière Ioukos, il fut arrêté en 2003 pour escroquerie à grande échelle et évasion fiscale. En fait parce qu'il voulait vendre Ioukos aux américaines Chevron et Exxon-Mobil sans avoir le feu vert du Kremlin. Sa compagnie et d'autres de ses avoirs lui furent confisqués et il ne sortit de prison que dix ans plus tard. Il vit désormais à Londres, près de la City qui, avec ses spécialistes en paradis fiscaux, attire nombre de magnats, en délicatesse ou pas avec le régime, mais jugeant plus sûr d'opérer dans l'Occident du grand capital que dans leur Far-East natal.

LA GÉNÉRATION DES « OLIGARQUES DE POUTINE »

En reprenant en main les rênes de l'État pour le compte de la bureaucratie, ce qu'il a appelé rétablir la verticale du pouvoir, Poutine a forcé les oligarques à se soumettre ou à émigrer. Mais tous n'ont pas disparu. Ils sont toujours là, et même plus nombreux (quelques centaines) et plus riches que sous Eltsine. Il y a ceux du secteur parapublic, tels Alexéï Miller, du clan rapproché de Poutine, patron de Gazprom et d'un empire dans les médias, ou Igor Setchine, qui dirige le grand groupe pétrolier Rosneft. Il y a ceux de groupes privés, parfois rescapés de la première période : Aven (5,3 milliards de dollars dans le pétrole, la banque et les télécoms), Potanine (27 milliards dans les mines et la métallurgie), Fridman (15,5 milliards dans l'énergie, la banque) ou encore Oleg Deripaska, le roi de l'aluminium (3,8 milliards)...

Par-delà leurs différences d'envergure, de richesse, de secteur d'activité, de liens en capital

avec des firmes étrangères – des liens qui se sont renforcés et qui font que les sanctions occidentales savent être sélectives – ces « grands patrons » à la russe ont vu leur situation et leur statut évoluer. Sauf exception, on n'en est plus à l'époque où les différends entre eux se réglèrent à coups de kalachnikov. Et même si les arbitrages de la justice restent très dépendants des injonctions du pouvoir politique, et des appétits de tel ou tel clan de hauts bureaucrates n'ayant *a priori* rien à voir avec le monde des affaires, on considère que le droit de propriété s'est quelque peu stabilisé dans le monde de l'oligarchie. Mais dans celui de la petite et moyenne entreprise, le racket par des organismes de la bureaucratie (fisc, police, sécurité civile, autorités municipales, régionales, etc.) reste fréquent. Et cela alimente le soutien de la petite bourgeoisie à un politicien comme Navalny, qui accuse la bureaucratie et son régime d'étouffer toute possibilité de développement d'un capitalisme, dit-il, honnête.

Depuis vingt ans que Poutine se trouve aux commandes, la leçon Berezovski-Khodorkovski semblait avoir porté. Il pouvait les rudoyer en public dans son numéro du bon tsar volant au secours du peuple contre les méchants boyards, les oligarques prenaient soin de s'afficher loyaux à son égard : une assurance tout risque pour la santé de leurs affaires.

UN COIN ENTRE LE KREMLIN ET « SES » OLIGARQUES ?

Or, à peine la guerre actuelle avait-elle éclaté et Poutine appelait-il à ne voir qu'une tête dans les rangs, que des voix discordantes se firent entendre dans le monde russe des affaires. Le 28 février dernier, le très en vue Deripaska tweeta sur « la nécessité d'en finir avec le capitalisme d'État » et sur « la

crise qui réclame de véritables managers ». Et alors que l'Occident élargissait ses sanctions à des centaines d'oligarques et de proches du Kremlin – gel de leurs comptes à l'étranger, mise sous séquestre de leurs biens, interdiction de voyager à l'Ouest... – des magnats réagirent. L'un fit savoir qu'il ne se considérait pas comme un oligarque, un autre revendiqua n'avoir jamais mis les pieds au Kremlin... Même voulus discrets, cela reste des gestes de défiance à l'adresse du maître du Kremlin. D'autant qu'il avait tenu à recevoir le gratin du monde des affaires pour le rassurer car les sanctions, dont l'un des objectifs est de faire que les magnats se désolidarisent du pouvoir, n'ont cessé de s'alourdir depuis 2014, ce qui gêne leur mode de vie façon jet-set et entrave aussi la marche de leurs entreprises.

En ralentissant l'économie mondiale, la pandémie a certes affecté l'économie russe qui repose sur l'exportation de matières premières. Mais cela ne suffit pas à expliquer qu'en 2021, alors que la fortune des milliardaires des pays développés s'est envolée malgré ou à cause de la crise, leurs homologues russes ont vu la leur reculer de 57 milliards de dollars, selon une estimation de Forbes.

Le 18 mars, Poutine s'est rendu au stade Loujniki de Moscou pour fêter le huitième anniversaire de l'annexion de la Crimée. Évoquant la situation en Ukraine, il a cité un chef militaire du passé qui affirmait que « les épreuves qui la menacent font la gloire de la Russie ». Mais il n'est pas sûr qu'elles fassent les bons comptes de ceux qui y ressemblent le plus, au moins personnellement, à de grands bourgeois.

Certains l'ont manifesté ces dernières semaines en quittant précipitamment la Russie. Cela a provoqué la fureur de Poutine dans un discours visant ces gens qui se considèrent comme « une

caste supérieure» parce qu'ils ont une « villa à Miami ou sur la Côte d'Azur » où ils mènent grande vie, en étant prêts à « vendre la mère patrie » pourvu qu'ils puissent continuer à y consommer – comble du luxe pour des Russes – « des huîtres et du foie gras ».

Quand Poutine vitupère « ces traîtres », en les opposant aux « vrais patriotes » qui le soutiennent et qui sont la majorité, selon lui, ou quand il appelle à « purger » le pays de cette « cinquième colonne », il y a bien sûr surtout une volonté de ressouder la population derrière lui, alors qu'elle commence à souffrir des effets de la guerre, sans même que le Kremlin puisse se targuer de réels succès sur le terrain.

Mais ce discours peut sonner aussi comme une mise en garde adressée aux oligarques qui seraient tentés de prendre quelque distance avec le régime.

Berezovski et Goussinski en leur temps, Khodorkovski, plus tard, avaient déjà contesté la tutelle que la bureaucratie et ses sommets continuent d'exercer sur le monde des affaires. Mais même si les rapports de propriété se sont affermis et ne dépendent plus autant qu'avant de la faveur exclusive du pouvoir, ou plutôt précisément pour cette raison, il se pourrait que l'on assiste à une dissociation plus marquée, voire grandissante entre la bureaucratie et l'oligarchie qui s'est développée sous son aile. Elle est en effet un sous-produit par bien des aspects monstrueux, de ce produit lui-même monstrueux de l'histoire qu'avaient été le régime stalinien et ses suites, avec une

classe ouvrière durablement écartée de la direction de l'État qu'elle avait édifié, avec une bourgeoisie mondiale incapable d'absorber ce régime malgré tout ce qu'il avait de profondément réactionnaire, contre-révolutionnaire et antiouvrier. Et avec cet avorton de l'histoire qu'était la bureaucratie, une caste parasitaire sans passé, sans avenir non plus, en tout cas qui n'en avait d'autre à proposer à la société soviétique que de revenir au capitalisme !

Que le conflit ukrainien fasse ressortir l'impasse dans laquelle la bureaucratie soviétique, puis russe a conduit la société post-soviétique n'a rien d'étonnant. Il est une des manifestations monstrueuses de cette impasse.

Pour des raisons évidentes de survie du régime, Poutine ne pourrait évidemment pas laisser des oligarques en appeler à rompre avec le « capitalisme d'État », ce qui de leur part vise une forme de gouvernement et d'organisation de la société où le capitalisme serait bridé par l'État et par sa gestion, en clair par la bureaucratie et son pouvoir.

Comment, quand Poutine réagira-t-il ? Il en faudrait sans doute bien plus, même si le régime est malmené par la crise mondiale, que la fronde éventuelle de certains oligarques pour le déstabiliser. On ne peut pas exclure non plus, surtout si cette guerre s'éternise et a des conséquences de plus en plus désastreuses pour le régime, que la bureaucratie, malgré tout ce qu'elle doit à Poutine, ne profite de ce qu'il se serait lui-même affaibli en se lançant dans cette

« opération spéciale » pour le lui faire payer. Après tout, elle ne lui a jamais signé un CDI à perpétuité. Et s'il venait à l'oublier, l'exemple de Khrouchtchev, renversé en 1964 pour avoir fourvoyé le Kremlin dans la crise des missiles de Cuba, serait là pour le lui rappeler.

Mais pour le moment, ce qu'on lui voit craindre, outre la population ukrainienne qui lui résiste malgré un déluge de bombes, c'est que sa propre population le conteste, lui et sa guerre, lui et ses nantis. Et c'est ce que montre la répression qu'il a intensifiée contre tous ceux qui le contestent, notamment dans la rue, depuis le début de la guerre.

Car s'il y a une chance de sortir l'ex-URSS des ornières et impasses sanglantes où l'ont acculée, chacun à sa façon, les bureaucrates, les forces de l'impérialisme, les oligarques et les nationalistes de toute nature, elle réside dans le fait de renouer avec ce qui avait été la politique révolutionnaire, internationaliste, socialiste et communiste des bolcheviks. Elle réside dans le fait que les prolétaires russes, ukrainiens et autres prennent conscience qu'ils ne sont pas seulement frères par leurs origines, leur langue, leur passé, mais des frères de classe, qui ont les mêmes intérêts fondamentaux et les mêmes ennemis : ceux qui les oppriment, ainsi que ceux qui prétendent les diriger au nom de la patrie, mais en fait au nom de leurs exploiters, les oligarques, les bureaucrates, les capitalistes, qu'ils soient du pays ou des grandes puissances impérialistes.

22 mars 2022



Haïti : quand des travailleurs relèvent la tête !

Nous publions ci-dessous un article de nos camarades de l'Organisation des travailleurs révolutionnaires (OTR), qui militent en Haïti.

Du 9 au 25 février 2022, plus de 10 000 travailleurs, notamment ceux du parc industriel Sonapi, à Port-au-Prince, ont gagné les rues pour exiger de meilleures conditions de travail, dont un salaire minimum à 1 500 gourdes par jour, soit 14 dollars américains. Ils ont arraché 37% d'ajustement salarial. Fidèle à ses habitudes, la police était présente dès les premiers instants de la mobilisation, avec la ferme intention de tuer dans l'œuf toute tentative de mobilisation. Aux ordres des patrons et

du gouvernement, cette police, dépourvue de tout quand elle est appelée pour venir au secours de la population, était cette fois bien équipée pour contrer et mettre à rude épreuve la volonté de la classe ouvrière. Des chars, des gaz lacrymogènes, des matraques, des pick-up tout-terrain étaient mis à leur disposition. Mais les travailleurs ont résisté aux différents assauts des policiers et ont su leur tenir tête pendant environ trois semaines, jusqu'à l'obtention du relèvement salarial.

LES PRÉMICES DE LA MOBILISATION

Loin d'être un coup de tonnerre dans un ciel serein, le coup de colère de la classe ouvrière était prévisible. Depuis 2009, chaque décision gouvernementale d'ajuster le salaire minimum fait suite, en général, à une mobilisation ouvrière. Jamais de cadeau ! De fait, depuis deux ans, il n'y a pas eu de mobilisation et le salaire minimum n'a pas non plus été ajusté. Il s'est installé ainsi progressivement dans la conscience des travailleurs que tout ajustement salarial dépend de leur mobilisation.

Au cours de ces deux dernières années, les conditions de vie et de travail se sont brutalement aggravées, avec un taux d'inflation avoisinant les 27%, la dégringolade de la monnaie locale par rapport au dollar US, le renchérissement du coût de la vie et la hausse en décembre dernier des produits pétroliers, allant jusqu'à 100% pour le diesel et le kérosène, avec des conséquences pour les transports en commun des classes pauvres pour se rendre au travail. Le carburant étant un produit stratégique, les prix ont flambé à nouveau. Les travailleurs rapportent que leur salaire journalier suffit à peine



Devant le parc industriel Sonapi le 23 février.



CARVENS ADELSON / AYIBOPOST

Sur la pancarte : la liste des ajustements de salaire depuis 1991.

pour la nourriture et les frais de transport dans la journée, c'est-à-dire qu'il ne reste rien du tout pour les autres dépenses essentielles dans leurs foyers. C'est la descente aux enfers pour les travailleurs et les classes laborieuses en général, dont les conditions de vie se sont considérablement dégradées.

Trouver de quoi manger pour assurer une journée de travail de 9 voire 10 heures relève du défi. Un morceau de pain sec avec une ou deux gorgées d'eau, un plat de riz sec, quelques morceaux de féculents constituent pour la grande majorité des travailleurs le seul repas de la journée. Devant les difficultés sans cesse croissantes pour subvenir à leurs besoins et à ceux de leurs familles, de nombreux travailleurs avaient cédé au découragement et à la résignation au cours des deux dernières années.

Sur l'aggravation de la situation économique se greffe l'insécurité généralisée. Ce sont les travailleurs qui sont les pre-

mières et principales victimes des assauts répétés des gangs – contre la population – dans les quartiers et dans les rues, des conflits entre les gangs rivaux, des échanges de tirs entre bandits et policiers. Quand les rues sont désertes en raison des escalades de violences, des kidnappings, ou à cause de la pénurie de carburant, les travailleurs, ceux des factories [usines] en particulier, sont les seuls dans les rues, contraints d'aller travailler pour ne pas perdre leur emploi et surtout pour ne pas crever de faim avec leur famille. En outre, les ouvriers de la sous-traitance ne sont payés que les jours pendant lesquels ils ont travaillé, contrairement aux salariés d'autres secteurs.

En décembre dernier par exemple, ils se sont plaints que leur boni-congé soit réduit comme peau de chagrin en raison de la réduction des jours de travail pendant l'année 2021. C'était la grogne partout dans les entreprises à la réception des paies de fin d'année.

C'est ainsi qu'à l'appel des syndicats pour manifester, la coupe était déjà pleine. Les ouvriers en avaient ras-le-bol. Leur colère a explosé pendant trois semaines, pour exiger un relèvement du salaire minimum de 500 à 1500 gourdes, soit de 4 à 12 euros par jour. Tripler le salaire minimum peut paraître une revendication ambitieuse, mais en réalité le salaire minimum réel (en dollars américains) n'a pas changé depuis une trentaine d'années, en dépit des nombreux ajustements en gourdes.

Il y a trente ans, en 1991, les ouvriers avaient arraché 28 gourdes de salaire minimum au terme d'un long combat. L'OTR, notre organisation, était à l'origine de cette mobilisation et avait co-organisé le mouvement avec des comités d'ouvriers d'usine. À l'époque, avec 7 gourdes pour un dollar US, les 28 gourdes correspondaient à 4 dollars.

Pour arriver à ces 500 gourdes en vigueur, les travailleurs ont dû mener d'après luttes contre

le patronat, de 2009 à 2019. Cependant, avec l'inflation et la chute accélérée de la gourde par rapport au dollar, le salaire est vite ramené en valeur réelle entre 3 et 4 dollars. Le prix en gourdes n'est qu'un subterfuge pour tromper la classe ouvrière.

Aujourd'hui, avec un taux de 115 gourdes pour un dollar, le salaire minimum équivaut à 4,34 dollars US, c'est quasiment le même qu'en 1991. Mais les ouvriers reçoivent beaucoup moins. Car environ 20% du salaire sont déduits sous forme de taxes et de prélèvements de toutes sortes.

PLIÉE, LA CLASSE OUVRIÈRE NE S'EST PAS ROMPUE !

Le niveau élevé de l'insécurité et de la misère des classes populaires n'était pas sans conséquences sur le moral de nombreux travailleurs pendant les deux dernières années. Certains se laissaient aller au découragement. Mais le brusque réveil de la classe ouvrière au début de ce mois de février a montré qu'il faut toujours compter sur elle.

Pendant longtemps, les travailleurs se recroquevillaient, s'en remettaient à dieu ou à d'autres sauveurs suprêmes pour leur venir en aide. Mais, plus les jours passent, plus l'exploitation devient féroce dans les usines. Les patrons donnaient libre cours à leurs atrocités en augmentant les cadences, en licenciant à tour de bras. Les travailleurs buvaient le calice jusqu'à lie.

Le gouvernement qui a succédé à Jovenel Moïse, celui d'Ariel Henry, regroupe les anciens principaux leaders de l'opposition. Ce sont eux qui étaient le fer de lance de presque toutes les manifestations pendant plus d'une dizaine d'années. Faisant feu de tout bois, ils mettaient en avant de nombreuses revendications, dont certaines concer-

naient les masses populaires. Une fois au timon des affaires et près de la mangeoire, ils se sont mués en porte-parole de la classe privilégiée.

Généralement, aucune tendance politique, même parmi les plus radicales, ne s'intéresse à la classe ouvrière en dehors des élections. Même quelques petits groupes qui se disent révolutionnaires se détournent des travailleurs, arguant qu'Haïti est un pays semi-féodal.

Autant dire que les travailleurs gardent un goût amer de la politique, une aversion pour les politiciens. Mais, alors que le pays vivait sous une chape de plomb, avec une violence inouïe des gangs armés, sous une lutte fratricide des politiciens, surgissent les revendications des travailleurs

FRÉMISSEMENT SUR LA ZONE INDUSTRIELLE

Exaspérés, les ouvriers de la sous-traitance notamment avaient organisé de nombreux débrayages, voire des grèves, avant le déclenchement de la mobilisation, plus précisément à la fin de l'année 2021 et au mois de janvier 2022.

Outrés par la détérioration

accélérée de leurs conditions de vie et de travail, dans plusieurs entreprises, des ouvriers sont entrés en lutte, donnant l'impression qu'ils étaient prêts à en découdre avec les petits chefs, les sous-fifres des patrons ou les patrons eux-mêmes. Un petit coup de colère par-ci, un débrayage par-là, parfois plusieurs jours de grève ont eu lieu dans une quinzaine d'entreprises. L'accueil de plus en plus chaleureux réservé aux bulletins d'entreprise diffusés sur la zone industrielle faisait partie des signes avant-coureurs annonçant que les travailleurs allaient relever la tête. Sous le titre, « Place aux revendications de la classe ouvrière », l'OTR s'est fait l'écho de ces petits soubresauts des travailleurs dans le journal *La Voix des Travailleurs* du mois de février, tout en appelant à leur élargissement pour faire reculer les patrons.

LA MOBILISATION ET LES SYNDICATS

Officiellement, la mobilisation était lancée par les organisations syndicales. Déjà en lutte dans plusieurs usines, les travailleurs ont accueilli favorablement l'idée de gagner les rues pour manifester.



Lors d'une des manifestations de février, une manifestante brandit la bannière d'un syndicat.

Il faut se rappeler que même dans leur période faste, entre 2013 et 2018, les ouvriers syndiqués se résument à quelques travailleurs. Leurs chefs recherchaient plus une existence légale pour se vendre auprès des autorités, auprès de quelques syndicats étrangers. Les intérêts des travailleurs étaient le cadet de leurs soucis. Mais, depuis plusieurs années, leur influence a beaucoup diminué au niveau de la classe ouvrière, perdant une bonne partie des membres qu'ils avaient dans certaines usines.

Pour ces syndicats, les travailleurs servent de masse de manœuvre dans leurs jeux politiques. Ils répètent que les ouvriers doivent être apolitiques, quand eux, les chefs syndicalistes, se baladent et font des trafics avec tous les leaders politiques.

Cette fois encore, ce n'était pas vraiment la mobilisation des travailleurs pour l'ajustement du salaire minimum qui les intéressait. En conflit avec l'actuel Premier ministre, ils voulaient plus peser dans la balance pour assouvir leurs ambitions politiques.

Et, n'était l'opportunisme des dirigeants syndicaux qui ont lancé et dirigé la mobilisation, l'explosion de colère qui s'est étendue sur trois semaines aurait été plus profonde. Mais, en dépit de tout, ces organisations syndicales jouissent d'une certaine influence, laquelle est acquise grâce à la combativité de certains de leurs membres travailleurs.

PRÉPARATIFS

Cette mobilisation n'avait donné lieu à aucun débat, à aucune préparation dans les usines. Les objectifs, le déroulement n'avaient donné lieu à aucune discussion avec les travailleurs. Dans les manifestations, les ouvriers se sont vite retrouvés tout seuls, improvisant à chaque fois ce qu'ils croyaient être utile pour le déroulement de la mobilisation.

La date de la tenue de la première journée de manifestation a pris presque tout le monde de court, l'annonce ayant été faite à peine la veille.

LE DÉROULEMENT DE LA MOBILISATION

Le parc Sonapi, qui regroupe plus de 10 000 ouvriers, a toujours été le point de rassemblement et de départ des manifestations passées. C'était encore le cas cette fois.

Dès 6 heures du matin, mercredi 9 février, des syndicalistes accompagnés d'une trentaine de travailleurs syndiqués s'installent devant le parc avec un véhicule à sonorisation, entonnant des chants populaires, des meringues carnavalesques, pour attirer les travailleurs.

Selon de nombreux témoignages d'ouvriers, il n'y a pas eu de difficultés à faire sortir les ouvriers de leurs usines. D'ailleurs, tous portaient des habits de circonstance, par exemple des sandales fermées. Les directions non plus n'ont pas cherché à retenir leurs ouvriers. Ce jour-là, sans se tromper, 90 % des 10 000 travailleurs de Sonapi voulaient manifester. Mais la police a tué la manifestation dès la sortie du Parc.

Aux bombes lacrymogènes, de petits groupes de travail-



Une des manifestations pour les salaires, à Port-au-Prince.

leurs répondaient par des jets de pierres, la mise en place de barrages routiers. La circulation sur la route de l'aéroport a été perturbée jusqu'à fort tard dans la matinée.

Le même scénario s'est reproduit jeudi 10 février. Il y avait la même ferveur que la veille. Entre 6 000 et 8 000 travailleurs ont mis le cap sur la route de l'aéroport. Mais, une fois arrivés en face des usines d'Apaid et à l'entrée de celle de Backer, la police a attaqué les manifestants à coups de gaz lacrymogènes pour les disperser. En réaction, les manifestants ont répliqué par des jets de pierres et bloqué la route de l'aéroport avec tout ce qu'ils trouvaient sur leur chemin.

Pendant près de six heures, jusque vers 13 heures, un petit groupe d'environ 500 manifestants a nargué les policiers.

Après ces deux journées, les travailleurs ne voulaient pas prendre de pause, contrairement aux syndicats, qui annonçaient la reprise de la mobilisation pour le mercredi 16 février. Lundi 14 février, tôt le matin, l'OTR a diffusé largement un papillon expliquant aux travailleurs que la mobilisation doit être permanente, une façon de leur dire qu'ils peuvent à tout moment sortir s'ils le jugent nécessaire. Si ce papier a reçu un accueil favorable, il n'a pas eu l'effet escompté. En diffusant le bulletin, certains demandaient pleins d'espoir : « *Il y a manif aujourd'hui ?* » On leur répondait : « *Cela dépend de vous.* »

L'intensité du mouvement n'avait pas baissé au cours de la deuxième semaine. Il y a eu deux manifestations. La deuxième a rassemblé plus de 8 000 travailleurs, en comptant de nombreux sympathisants venus de la population. Cette manifestation, qui est arrivée au bout de son parcours, a montré l'immense sympathie des masses populaires pour les revendications des travailleurs. De petits



La police a ouvert le feu sur des manifestants.

djobeurs, des marchandes de « manje cuite » ambulantes, des journalistes, outrés par la violence policière qui a fait un mort et plusieurs blessés, étaient venus prendre part à la manif.

Tôt dans la journée du lundi 21 février, le gouvernement a annoncé une augmentation du salaire minimum de 37 %. Dès l'après-midi, dans une rencontre avec un groupe de 18 travailleurs, les premières fissures apparaissent. Ceux qui étaient là nous rapportaient les opinions de certains travailleurs : « Dès la sortie du décret dans le *Journal officiel*, le gouvernement ne reculera plus. » D'autres disent que les policiers vont intensifier la répression.

Mercredi 23 février, c'est la première manifestation après la publication du décret. La réaction d'un camarade travailleur : « *Les ouvriers sortent de leurs usines mais une bonne partie d'entre eux rentrent directement chez eux.* » Sur le lieu de la manif, il y avait le char musical avec environ 2 000 manifestants, mais aussi deux imposantes files de travailleurs qui ne se sentaient pas concernés et rentraient chez eux. C'était le début de la fin du mouvement. Des petits groupes de travailleurs, très remontés, ont continué à protester de la même façon que les jours précédents, mais la flamme des pre-

miers jours n'y était pas.

Après cette manifestation, beaucoup de travailleurs réclamaient en chœur la permanence de la mobilisation, ce à quoi les syndicalistes ont donné une fin de non-recevoir.

Deux semaines après l'entrée en vigueur du nouveau salaire, les sentiments sont partagés entre les ouvriers. Beaucoup demandent à faire une pause, certains sont satisfaits de leur première paye. Il y en a très peu qui parlent de remobilisation.

Les récentes manifestations ont mis en avant de jeunes travailleurs qui n'ont pas froid aux yeux en affrontant la police, ils ont fait preuve d'un courage extraordinaire.

Tout révolutionnaire vit de ces mouvements. Malheureusement, il n'y en a pas beaucoup sur la zone industrielle. Ces luttes constituent le plus puissant apprentissage de la mobilisation ouvrière. Faire un barrage avec le peu dont on dispose, savoir se protéger des bombes lacrymogènes, organiser une manif-guérilla, rester ensemble, se ravitailler en eau pendant la manif, porter secours à un camarade blessé : de nombreux ouvriers ont beaucoup appris pendant cette période de mobilisation.

20 mars 2022



Financiarisation de la santé : le cas des hôpitaux

La pandémie de coronavirus a mis à l'épreuve comme jamais le système hospitalier moderne et, par là même, a révélé au grand jour sa fragilité. Les témoignages des soignants et des patients sur le manque de personnel et de matériel se sont multipliés. Si ces problèmes existaient de longue date, ils sont devenus encore plus visibles.

Mais le ralentissement de la première vague de l'épidémie n'a pas permis aux hôpitaux de reprendre leur souffle et de compenser les énormes carences qui, bien que connues, se sont révélées criminelles pendant la vague épidémique suivante. Au contraire, les administrations et directions hospitalières ont maintenu leur politique de réduction des coûts, « quoi qu'il en coûte » au personnel et aux malades. Ce qui s'est traduit dans les hôpitaux par le maintien de la politique d'austérité : réduction du nombre de soignants et fermetures de lits.

Cette obstination, malgré les risques évidents, cache discrètement le fait que les soins sont aujourd'hui détournés de leur fonction première, soigner les malades, et jugés à l'aune de leur rentabilité financière. C'est le bénéfice dégagé par ces soins qui compte et il est calculé de façon multiple et souvent obscure, pour être en fin de course dirigé vers d'anonymes investisseurs.

**40 % PRIVÉ, 60 % PUBLIC,
OU 100 % SEMI-PUBLIC ?**

L'évolution vers ce système hospitalier résolument lié aux

intérêts privés et générateur de profits s'est amorcée dans les années 1980 et s'est traduite par un mouvement important de privatisations puis de rachats et une commercialisation par des groupes de plus en plus importants, pour aboutir à la situation actuelle où la finance, avec ses méthodes de calcul impitoyables, a définitivement pénétré tous les secteurs de la santé. Aujourd'hui, à l'issue d'une phase importante d'acquisitions ou de fusions, environ 40 % des établissements privés français sont détenus par les trois acteurs nationaux : Ramsay Santé ; Elsan, contrôlé par le fonds de capital-investissement CVC Capital Partner ; et Vivalto Santé, avec des investisseurs tels que Mubadala, Bpifrance et Arkea.

La pénétration du capital privé dans le système de santé est aujourd'hui un fait établi à l'échelle aussi bien du secteur privé, lucratif et non lucratif, que du secteur public. Entre les années 1940, quand les cliniques avaient été ouvertes à la suite d'initiatives individuelles d'un ou de plusieurs médecins, et aujourd'hui, où elles font partie de grands groupes financiers, elles sont devenues dans les années 1960 des établissements

semi-publics, les soins et les salaires des soignants étant payés par l'Assurance maladie. Quant à l'hôpital public, il s'est transformé en hôpital semi-privé, sans subventions étatiques et contraint d'être rentable pour payer la dette qu'il a contractée auprès des banques pour assurer son simple fonctionnement, payer les entreprises et sous-traitants privés qui travaillent pour lui, ainsi que les honoraires des médecins libéraux non hospitaliers qui travaillent à l'hôpital. La distinction entre les deux secteurs, public et privé, s'est transformée en une distinction entre établissements de santé de première et de deuxième, voire de troisième catégorie.

SOUS LA HOULETTE DE L'ÉTAT

Cette évolution s'est déroulée sur plusieurs décennies. Jusqu'à la Deuxième Guerre mondiale, la santé avait été morcelée, son financement et son fonctionnement étaient largement délaissés par l'État. La plupart des hôpitaux étaient gérés par des religieux et financés par des dons et des legs. Les caisses de secours et mutuelles ouvrières

MAXRESDEFAULT



En avril 1946, le ministre communiste Ambroise Croizat présente son plan pour la Sécurité sociale.

existaient depuis longtemps et leur principe s'était imposé dans l'esprit des travailleurs. Dès 1941, la loi dite des « chartes hospitalières » prévoyait que la direction des hôpitaux serait assurée par des représentants de l'État. En 1945, c'est de Gaulle qui instaure la Sécurité sociale, organisme de financement du nouveau système de santé, basé sur les cotisations salariales et patronales.

Mais, avec la Sécurité sociale, un système unique de financement de la santé fut créé. Dès 1946, tous les travailleurs y furent rattachés, et progressivement jusqu'à la fin des années 1950 l'ensemble de la population.

Ce nouveau système de santé répondait à un besoin urgent de soigner une population affaiblie par la guerre et les privations et de disposer ainsi d'une main-d'œuvre en assez bonne santé pour pouvoir travailler. La CGT et le PCF en furent les premiers défenseurs. Le nom d'Ambroise Croizat, ouvrier métallurgiste et cégétiste qui siégea à l'Assemblée consultative provisoire pendant la guerre et qui devint ministre du Travail en 1945, est associé à cette politique. Si les nouveaux services publics étaient utiles à la population, ils permettaient surtout de remettre la classe ouvrière au travail.



Une de l'Humanité du 28 janvier 2021. Pour le cent-vingtième anniversaire de la naissance d'Ambroise Croizat, le journal lance une pétition pour le faire entrer au Panthéon, « temple de la patrie reconnaissante ».

LES HAUTS FONCTIONNAIRES SÈMENT LE DOUTE

Dans les années 1970, devenu service public au même titre que les chemins de fer ou la poste, les hôpitaux se voient reprocher leur mauvaise gestion. Déjà, les technocrates de l'État s'interrogent sur la pertinence d'y appliquer les méthodes du privé. Mais cette idée ne trouve pas un réel écho auprès du personnel soignant, élevé dans l'idée que « la santé n'a pas de prix » et qu'un malade ne peut

en aucun cas être traité comme une marchandise.

Presque cinquante ans plus tard, R. Holoman écrit au sujet de la tentative des gouvernements des années 1970 de rentabiliser les services publics : « Toute la difficulté vient à la fois de l'absence de profit et de l'absence de valorisation monétaire de l'activité. » Voilà le sens des réformes qui suivront dans les années 1980-1990, pour enfin aboutir à la création de la tarification à l'activité, la T2A, en 2003. Mais il faut souligner que les différents gouvernements n'ont pu imposer tout de suite aux hôpitaux un fonctionnement d'entreprise : il a fallu digérer la taille immense du parc hospitalier dans un premier temps, puis s'efforcer de déconstruire tous les principes et toutes les valeurs d'un service public hospitalier répondant aux besoins de la population.

UNE PRIVATISATION ACCÉLÉRÉE

Le nouveau tournant pris par l'économie mondiale dans les années 1973-1974 les y avait bien aidés. La reconstruction d'après-guerre étant achevée, les entreprises s'essouffaient à la recherche de nouveaux débouchés tandis que, par anticipation et pour pallier une

récession économique, les compagnies pétrolières, qui s'entendaient pour augmenter le prix de leurs produits, accumulaient des liquidités en quantité considérable. Cet afflux de liquidités, qui se conjuguaient avec des entreprises sans débouchés, provoqua une véritable crise économique, la spéculation prit le pas sur la production et la finance sur l'industrie.

Dans les entreprises, des politiques d'austérité furent appliquées en serrant tout d'abord la vis aux salariés: blocage des salaires, chômage, licenciements voire revente de l'entreprise, quand ce ne fut pas la casse définitive. Ce mouvement s'accompagna d'une idéologie dite libérale: les interventions de l'État sont nocives car elles dissimulent la valeur réelle du produit. Les subventions sont elles aussi nocives car elles sont un encouragement à dépenser sans compter.

En fait, partout en Europe, des économistes, cadres et hauts fonctionnaires mirent en place au sein de l'administration un fonctionnement similaire à celui des entreprises. Ce tournant libéral visa tous les secteurs.

Avec la crise économique, les premières privatisations commencèrent dès 1979 en Grande-Bretagne au sein du système de santé. Il était alors semblable au système mis en place avec la Sécurité sociale en France, avec notamment l'accès à la santé pour toute la population et des soins et médicaments gratuits. Outre-Manche, c'est Thatcher qui mena cette politique.

CONTRÔLE DE LA DETTE PUBLIQUE ET CONTRÔLE À L'ACTE EN AVANT-PRÉMIÈRE

En France, le secteur public fut accusé de ne pas être rentable et de dépenser à mauvais escient. Le contrôle de la dé-



pense publique devint une obsession, à commencer par la Sécurité sociale. Regroupant tous les travailleurs salariés, elle concentrait de gigantesques sommes d'argent public qui ne circulait pas dans le but de faire des profits, donc en pure perte pour les financiers. Non seulement la bourgeoisie et l'État s'efforcèrent de réduire les dépenses utiles à la population, mais ils préparèrent le terrain pour organiser le secteur de la santé afin qu'il devint source de profit.

Les premières dispositions pour mesurer et limiter le budget des hôpitaux en France furent mises en place sous Mitterrand. Ces mesures ont préparé le terrain à la future T2A (tarification à l'acte) et aux privatisations. Tout comme ce furent le PS et le PCF qui remirent en route l'État et la Sé-

curité sociale après la guerre, ce furent eux qui se chargèrent de ce travail préparatoire.

Jack Ralite, ministre PCF de la Santé, nomma en 1982 Jean de Kervasdoué, un cadre supérieur du secteur privé et un défenseur invétéré de la privatisation de la santé, à la direction des hôpitaux. Il importa des États-Unis des méthodes de gestion consistant à mesurer les dépenses de chaque acte médical et pour chaque type de malade. Le but de ce « programme de médicalisation des systèmes d'information » (PMSI) était de recenser tous les coûts et de savoir où allait l'argent.

En 1983 et 1984, Pierre Bérégovoy, ministre socialiste des Affaires sociales, passa de la mesure du budget à son contrôle. Sous prétexte « d'assurer l'équilibre des dépenses et des recettes de la Sécurité sociale », de « boucher le trou de la Sécu », le gouvernement introduisit la Dotation globale de financement (DGF) pour fixer le budget de chaque hôpital.

Pour faire passer ce qui était le début de l'étranglement financier des hôpitaux, l'État retira aux conseils d'administration des hôpitaux le pouvoir de décider de leur budget, qu'il fit contrôler par les préfetures. La variation annuelle du budget était fixée centralement par un



La complicité de l'État et de ses gouvernements successifs est dénoncée par les travailleurs hospitaliers.



taux directeur. Ce contrôle fut renforcé en 1995 par la fixation d'un « objectif national de dépenses de l'Assurance maladie » (l'ONDAM), qui n'est rien d'autre que l'objectif annuel de la guerre financière menée par le gouvernement au secteur de la santé.

2003-2013 : LA TARIFICATION À L'ACTE (T2A) ET L'EXPLOSION DES EMPRUNTS AUX BANQUES

Dans les années 2000, l'État s'appuya sur les contrôles financiers mis en place depuis les années 1980 pour rendre rentables les hôpitaux. En 2003 fut présenté le plan Hôpital 2007. La tarification à l'acte fut mise en place. C'était la première fois que le mode de financement était directement inspiré du privé. L'infectiologue Benjamin Rossi, dans son livre *En première ligne* (2021), raconte l'arrivée de la T2A, avec l'arrivée de *Men in black*, d'hommes en costume-cravate d'entreprises d'audit financier comme KPMG ou Capgemini, dans le but de rationaliser l'activité, c'est-à-dire de réduire le personnel le plus possible.

En 2005, une autre mesure fut prise : les directeurs n'avaient plus besoin de l'aval du directeur de l'hôpital pour faire des emprunts, ils pouvaient libre-

ment endetter l'hôpital auprès des banques privées. Ainsi, de 2002 à 2013, l'endettement des hôpitaux passa de 9 à 30 milliards d'euros.

Et en 2009 la loi « Hôpital, patient, santé et territoires » adoptée sous Sarkozy permit la nomination d'un directeur pour la gestion financière. Commentant cette loi, Sarkozy affirma : « Il faut à l'hôpital public un patron et un seul. »

LE GRAND MARCHÉ DU SECTEUR PRIVÉ

À mesure que leur budget était contrôlé puis réduit, les hôpitaux sont devenus incapables de faire face à leurs besoins. Dans les années 1990, ils sont ainsi devenus la proie des banques privées, devant recourir à l'emprunt avec intérêt pour trouver des financements. Mais peu à peu les hôpitaux durent aussi se séparer de services internes dont ils ont besoin pour fonctionner : blanchisserie, restauration, service informatique, gestion des ressources humaines. Ils se mirent à faire appel à des prestataires pour le moindre travail, alors qu'auparavant l'hôpital recrutait ses propres électriciens, plombiers, ambulanciers...

Le secteur de la santé a ainsi été transformé en une sorte de grand marché. Des entreprises de toutes tailles sont en concurrence permanente pour essayer de se tailler une part de cette manne d'argent public : de la petite compagnie départementale de taxis-ambulances aux grands groupes financiers de l'immobilier de santé, en passant par les prestataires de services petits et grands dans les hôpitaux, aux fournisseurs de matériel médical, de bureautique ou technologie de pointe et bien d'autres encore.

Tout ce qui touche de près ou de loin au fonctionnement d'un hôpital est potentiellement une activité lucrative. La mise en place de cette concurrence a été orchestrée par l'État au cours des différentes phases, depuis la privatisation des murs des Ehpad dans les années 1980 jusqu'au marché à plusieurs milliards d'euros des tests PCR pendant la pandémie de Covid. Il y eut une politique constante de désengagement des moyens publics, pour offrir des placements aux investisseurs privés. On l'a vu lors de la pandémie pour les masques, les tests PCR, les médicaments et les vaccins : cela a permis au secteur privé de faire des profits considérables.



L'ÉTAT AUX COMMANDES ET AU SERVICE DU GRAND CAPITAL

L'État peut organiser le marché de la santé parce qu'il tient le système de santé sous sa responsabilité. Le caractère centralisé de ce système en fait un outil puissant pour distribuer de grandes quantités d'argent public. Les groupes financiers ne s'y sont pas trompés car ils ont été les premiers et les plus largement servis : ainsi, dans le secteur immobilier, l'immobilier de santé est jugé à la fois très rentable et très sécurisé.

Mais la santé transformée en marché devient alors une arène pour capitalistes de toute taille. Chacun lutte pour se tailler la plus grosse part possible. C'est une sorte de curée où l'État joue un rôle contradictoire : à la fois encadrer la concurrence, tenir le rôle d'arbitre et d'organisateur, tout en préservant les intérêts privés. Cet aspect contradictoire se manifeste dans la jungle administrative mise en place là où les secteurs public et privé entrent en contact. Il n'aura pas fallu moins de trois ans au journaliste Victor Castanet pour pénétrer le cœur du système du seul Ehpad des Bords de Seine appartenant à Orpéa. On découvre dans son livre *Les fossoyeurs* (2022) des combines qui permettent au groupe de contourner les accords avec l'État en toute opacité : faux postes de soignants pour justifier le recours permanent au travail temporaire, perception de remises de fin d'année des fournisseurs sur des fonds avancés par l'État. On y voit aussi l'impuissance de l'Inspection du travail d'un côté et la complaisance de l'Agence régionale de santé (ARS) de l'autre. Tantôt, le système est tellement complexe que les entreprises y décèlent et exploitent des failles. Tantôt, elles violent la loi, sachant bien qu'il sera difficile de prouver les faits. Dans les deux cas, le secret



qui protège le secteur privé empêche de connaître les profits que permettent ces manœuvres.

Les cadres définis ont donc leur part d'ombre, où les abus sont permis et couverts. Ainsi, alors que les dépassements d'honoraires sont présentés comme des exceptions dans la grille tarifaire de la Sécurité sociale, dans les faits ils sont de plus en plus inévitables et peuvent d'autant plus croître de manière incontrôlée. De même, dans un article des *Échos* du 7 février dernier, Sophie Boisnard, la patronne de Korian, explique que, pour les fournitures des Ehpad « nous avons pour la France une centrale de référencement qui sélectionne les meilleurs fournisseurs sur des critères de qualité et de prix. Nos établissements s'adressent principalement à ces fournisseurs, mais ils sont libres de recourir à d'autres prestataires. »

Dans la réalité, les hôpitaux publics tombent dans les griffes des fournisseurs privés de gaz, électricité, et des banques aussi, qui pratiquent tous des tarifs usuraires.

Il ne s'agit pas des aspects seulement financiers mais aussi sanitaires. Ainsi, devant le scandale suscité par le livre *Les fossoyeurs*, la presse a fait mine de découvrir que les ARS n'ont en réalité pas les moyens de contrôler les Ehpad. Un cadre administratif, des procédures

de contrôle ont prétendument été mis en place, mais tout un flou administratif est orchestré pour qu'Orpéa et ses concurrents ne souffrent d'aucune entrave. Il y a une connivence au sommet entre les hauts cadres privés et ceux des organismes publics : ainsi Orpéa était prévenu des contrôles de l'ARS. On l'avait aussi vu lors de l'affaire du Mediator : l'État a tout fait pour ménager le laboratoire Servier en empêchant puis en retardant l'enquête sur le terrain. Dans le cas d'Orpéa, l'État laisse le groupe mener l'enquête lui-même.

LE SECTEUR DES SOINS PRIVATISÉS EST EN PLEIN ESSOR

Un lent processus de privatisation et de libéralisation (des contraintes publiques surtout), ainsi que le vieillissement de la population européenne et donc l'accroissement du nombre de maladies chroniques entraînant une demande croissante de soins aux personnes âgées ont ouvert un nouveau marché de plusieurs milliards d'euros, marché dominé de plus en plus par une poignée de groupes d'entreprises de plus en plus grands.

Ils sont en partie les gagnants du marché unique européen et sont basés dans les plus grands

pays d'Europe – France, Allemagne, Espagne, Italie – car ils ont un marché domestique plus grand, qui leur donne une puissance de feu financière pour se développer, entrer dans de nouveaux pays, acquérir des concurrents plus petits. D'autre part, certains dirigeants de ces groupes ont été associés, en début de carrière, aux ancêtres de Veolia et de Suez : gestion privée de l'eau et des déchets. Il s'agit fondamentalement du même type d'affaires : tirer profit de la source de revenus sûre liée à l'exploitation d'un service qui correspond à un besoin fondamental et qui est fortement subventionné.

De plus, dans le secteur des soins, la réglementation administrative est très faible et les coûts de main-d'œuvre sont susceptibles d'être encore réduits. Mais, là où ils ont su tirer les plus grands profits, c'est grâce à leurs liens politiques avec les hauts fonctionnaires et les agences gouvernementales, c'est-à-dire les décideurs du service public.

LA CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS : UNE VÉNÉRABLE INSTITUTION FINANCIÈRE

Elle gère des milliards d'euros et elle est le bailleur de fonds des infrastructures publiques locales et du secteur des soins. Elle est également l'actionnaire principal du groupe Vivendi-Veolia et c'est elle qui fut le facilitateur-clé de l'émergence des groupes de soins pri-



Nathalie Arthaud, lors de la manifestation de la santé le 16 juin 2020 à Paris après la première vague de Covid.

vés aujourd'hui détenus par des fonds financiers internationaux.

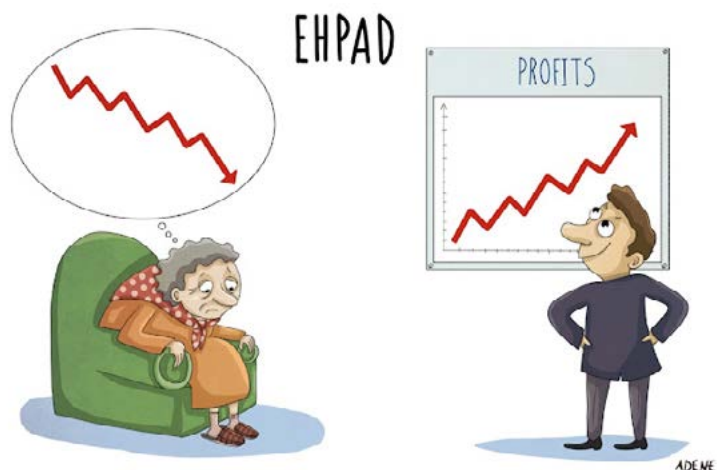
Cependant, pour plus de sécurité, ces nouveaux donneurs d'ordres se tournent vers de nouveaux marchés (subventionnés, bien sûr !) : les soins à domicile, l'e-santé, l'ambulatoire, les maisons de retraite, l'immobilier de santé, la technologie de pointe, entre autres.

Car bon nombre de cliniques privées sont fortement endettées et en particulier les MCO (médecine, chirurgie, obstétrique) sans patrimoine immobilier. De plus, la dernière crise sanitaire liée à la pandémie s'est traduite pour elles par d'importantes pertes de valeur ajoutée. Dans ce paysage contrasté, le monde de la finance reste enthousiaste et invite à investir dans la santé mondiale : « secteur jugé non cyclique et susceptible d'apporter un rendement correct et pérenne », selon la DREES (Direction de la recherche, des

études, de l'évaluation et des statistiques).

Cette évolution a d'énormes conséquences sur l'activité elle-même des soignants qui sont en permanence poussés à faire du chiffre. Et au niveau même des médecins, à évaluer les malades qui coûtent cher et ceux qui sont rentables. C'est un état d'esprit qui s'est installé progressivement au cours des dernières années et qui a battu en brèche un des crédos de la médecine bourgeoise du 20^e siècle et qui était repris par les organismes internationaux comme l'OMS : à savoir que tous les hommes quels qu'ils soient, quel que soit leur niveau de richesse ou de pauvreté, avaient droit aux mêmes soins et au même titre d'une part, et que d'autre part, la santé des hommes était prioritaire quel qu'en soit le coût. Décidément, le rêve d'un monde égalitaire s'éloigne.

23 mars 2022



Ehpad : le miroir du capitalisme sénile

Faisant suite à la publication du livre-enquête *Les fossoyeurs*¹, et à la tempête de témoignages et d'indignation qu'elle a provoquée, le Sénat a mis en place une commission d'enquête, tandis que le gouvernement Castex a annoncé un « vaste plan de contrôle » des établissements hospitaliers pour les personnes âgées dépendantes (Ehpad). Il n'y a rien à attendre de ces gesticulations et des déclarations faussement choquées des responsables politiques, qui connaissent parfaitement, et de longue date, la situation indigne subie par les pensionnaires de nombre de ces établissements et les conditions de travail de leurs salariés.



JACQUES ROUCHON/ROGER-VIOLLET

Dortoir pour personnes âgées à l'hôpital du Kremlin-Bicêtre au début des années 1950.

1 Jérôme Castanet, *Les fossoyeurs, Révélations sur un système qui maltraite nos aînés*, Fayard, 2022.

LE NOUVEL « OR GRIS »

Jusqu'au début du 20^e siècle, les inégalités de la vie entre prolétaires et bourgeois s'exprimaient brutalement, depuis le plus jeune âge jusqu'à la vieillesse et la mort. Le sort des personnes âgées étant à la charge des familles, il dépendait des moyens de celles-ci, et plus encore, dans les familles populaires, de l'esprit de solidarité et d'entraide entre générations. Seuls les plus fragiles et les indigents étaient, si l'on peut dire, pris en charge par la collectivité. Ils étaient le plus souvent enfermés dans des hospices publics, des institutions à caractère répressif à l'image des dépôts de mendicité créés par l'Ancien Régime et qui avaient pour but d'isoler, comme la prison, les pauvres et les vieux jusqu'à leur mort. Quelques hospices privés apparurent néanmoins, comme ceux mis en place au début du 20^e siècle par la famille Schneider au Creusot, dans le cadre de sa politique visant à fixer une main-d'œuvre qui fuyait jusque-là ses bagnes industriels.

En 1905, une première loi instaura l'obligation pour les hôpitaux et les hospices « *de porter assistance aux vieillards, aux infirmes et aux incurables privés de ressources* » : 450 000 personnes en relevaient en 1936. L'Église, qui avait une place prépondérante dans le domaine des soins et de la prétendue assistance aux pauvres, ouvrit également des centaines d'établissements pour personnes âgées.

Mais, jusqu'à la Deuxième Guerre mondiale, la grande majorité des travailleurs, en particulier dans l'industrie et les mines, mouraient avant d'avoir atteint l'âge de 60 ans, raison pour laquelle même les premières mesures instaurant des pensions de retraite furent qualifiées de « retraites pour les morts » par le mouvement ouvrier. Au seuil des mal nommées « Trente Glorieuses », la France

ne comptait ainsi que 16 % de plus de 60 ans (aujourd'hui 18 420 000, 27 %, dont 6,6 millions de plus de 75 ans, 10 %). Et bien peu d'anciens finissaient leur vie hors de leur domicile. Comme le pointait un rapport de l'Inspection générale de la santé en 1960, la population avait fait « *patiemment d'héroïques économies pour ne pas mourir à l'hospice* ».

Les choses commencèrent à changer progressivement, puis de façon significative, à partir de la décennie suivante, avec l'allongement de l'espérance de vie et la mise en place d'un véritable système de retraites. Encore aujourd'hui, l'espérance de vie des ouvriers et des employés reste cependant inférieure de plusieurs années à la moyenne. Celle des plus pauvres est inférieure de treize ans à celle des plus riches, selon les statistiques de l'Insee. Et il faudrait également considérer les statistiques mesurant l'espérance de vie en bonne santé pour prendre toute la mesure des différences qui persistent entre les ouvriers ou les employés du nettoyage et les catégories les plus privilégiées.

DES HOSPICES AUX MAISONS DE RETRAITE LUCRATIVES ET AUX EHPAD

Les hospices furent quelque peu modernisés par l'État à partir du milieu des années 1970,

transformés en « maisons de retraite », et assortis de « clubs du troisième âge ». Mais cette évolution, prévue pour s'étendre sur quelques années, prit plus de trente ans.

Les lois de décentralisation de 1982 transfèrent aux départements l'essentiel de la charge de l'administration de ces établissements et le droit de donner les agréments pour créer et gérer ces établissements. Les maisons de retraite se spécialisèrent de plus en plus dans la prise en charge de patients souffrant de lourdes pathologies, comme la maladie d'Alzheimer, sans bien sûr que s'accroisse sensiblement le taux d'encadrement par l'embauche de personnel supplémentaire.

Mais cette période marque surtout l'entrée de plus en plus massive des entreprises capitalistes sur le marché des maisons de retraite. Au nom de la nécessité de faire face à l'arrivée des générations du baby-boom, les portes furent ouvertes en grand aux capitaux qui prétendaient s'y investir et suppléer la faiblesse des moyens accordés par l'État à ce secteur. En 2002, une loi « *rénovant l'action sociale et médico-sociale* » fut promulguée : le terme Ehpad, établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes, remplaçait désormais celui de maison de retraite.

En mai 2006, Dominique de Villepin, alors Premier mi-



COURRIER-PICARD.FR



Journée nationale de grève dans les Ehpad, le 30 janvier 2018, ici en Moselle.

nistre, qualifia d'historique son projet de création annuelle de 5 000 places dans ces structures jusqu'en 2012, alors même qu'il ne pouvait combler que la moitié des demandes à venir des familles. Tout le monde gardait pourtant en mémoire l'épisode caniculaire de l'été 2003, au cours duquel près de 15 000 décès avaient été recensés. Une partie notable de ce bilan était imputable au fait que nombre d'établissements n'étaient absolument pas équipés pour protéger leurs pensionnaires et manquaient de personnel pour les prendre convenablement en charge.

Banquiers et assureurs se jetèrent sur le marché de la dépendance, à l'instar du Crédit agricole, un des principaux actionnaires du groupe Korian, le leader français des maisons de retraite privées. Des gestionnaires, formés au management et à la chasse aux coûts, furent recrutés. Ils y appliquèrent les méthodes déjà utilisées dans l'industrie. Ce sont les témoignages de plusieurs de ces anciens responsables, brisés par les pressions subies d'en haut et ne voulant pas assumer davantage la maltraitance institutionnelle imposée dans leurs établissements, qui ont fourni l'essentiel de la matière de l'ouvrage du journaliste Victor Castanet.

La façon dont les vautours du capital ont mis leurs griffes sur ce secteur en pleine expansion, que leur a livré l'État, reflète à elle seule quelques-unes des tares de l'économie capitaliste.

PILLAGE DES FONDS PUBLICS, EXPLOITATION ET DÉSHUMANISATION

« L'or gris » est devenu en deux décennies un marché comme un autre, dont les capitalistes et les financiers entendent tirer le maximum de profits. Les conséquences en sont bien connues par ceux qui y travaillent, par les proches, mais aussi par une partie du grand public, comme en témoignent les reportages et les récits publiés depuis une vingtaine d'années, ou les rapports officiels qui se sont entassés, pour être aussi vite oubliés, sur les bureaux des ministres. D'un côté, on a assisté à la formation de groupes privés puissants, de l'autre à la dégradation des conditions de prise en charge des personnes âgées. L'exploitation des travailleurs de ces établissements, comme celle des hospitaliers, des salariés du secteur médico-social et de bien d'autres, s'est aggravée en raison du manque de personnel pour faire face à l'afflux des pensionnaires, de l'accélération des cadences, de la précarisa-

tion, du stress permanent, etc. Pour donner le change, l'État a multiplié en vain les rapports et les dispositions censées améliorer les conditions de prise en charge des personnes âgées dépendantes, sans véritablement rien imposer ni contrôler.

La compression des coûts, le *lean management* (gestion frugale), c'est-à-dire la recherche du profit maximum et d'une rationalisation poussée à son paroxysme, est à l'origine des scènes révoltantes décrites par tous les témoins et les employés de ce secteur : économies réalisées sur la nourriture, sur les protections urinaires, au mépris de toute considération pour la dignité humaine, sur le nombre de douches, etc. Quelques centimes par jour et par pensionnaire économisés en imposant des produits de mauvaise qualité mais aussi des ristournes ou des rétrocommissions aux fournisseurs, et ce sont des millions qui s'alignent en fin d'année sur les bilans comptables des sociétés. Et qu'importe si les résidents sont privés de toute vie sociale, sont dénutris ou sont abandonnés dans leurs excréments ! Qu'importe aussi l'enfer



Le 16 juin 2020, des manifestations dans tout le pays, en plein Ségur de la santé.

Place	Groupe	Nombre d'établissements	Nombre de lits en France	Total des lits du groupe (France + étranger)
1	Korian	304	25 232	71 465
2	Orpea	223	19 716	63 442
3	DomusVi	211	17 144	37 899

Les trois premiers groupes d'Ehpad en France en 2020. Source : Mensuel des Maisons de Retraite (MMR)

vécu par les salariés, dont les femmes constituent l'immense majorité et ceux en contrats à durée déterminée une fraction grandissante ! Qu'importe le non-respect du droit du travail le plus élémentaire, la répression envers les militants syndicaux, du moins ceux qui n'appartiennent pas aux syndicats « maison » mis en place par les directions ! Le titre du livre *Les fossoyeurs* résume à lui seul ce qu'inspirent ces méthodes barbares, qui ont permis à des groupes capitalistes de se construire et d'imposer leurs conditions aux personnes âgées et à l'État comme à leurs salariés.

Ces méthodes ont conduit à une situation plus dramatique encore avec l'épidémie du Covid-19, le chaos pour les personnels et les résidents qu'il a entraîné et son lourd bilan en termes de décès.

L'emprise grandissante du privé repose aussi sur le mode même de financement de ces établissements. Celui-ci repose sur trois sources principales :

- Le budget « soins », qui est intégralement à la charge de l'Assurance maladie et qui sert à financer le personnel soignant (infirmiers, aides-soignants, médecins coordinateurs, psychologues, etc.) et les équipements médicaux indispensables pour la prise en charge des personnes les plus vulnérables et les plus dépendantes. Ces dotations publiques annuelles assurent aussi l'achat ou la location de lits, de fauteuils roulants et jusqu'aux pansements et aux protections hygiéniques des résidents.

- Le forfait « dépendance », financé majoritairement par

les conseils départementaux et, en partie, par les résidents. Cet argent, qui dépend du degré de perte d'autonomie (mesuré par le sigle GIR, pour groupe iso-ressources), alimente les diverses prestations d'aide et de surveillance des personnes en perte d'autonomie (aides-soignants, psychologues...). Plus la dépendance est reconnue importante, plus les sommes versées aux établissements s'élèvent. Pour assurer le maximum d'entrées d'argent, les groupes les plus voraces se donnent donc les moyens d'assurer à tout prix un taux d'occupation le plus élevé possible, souvent au-delà de 95 %, quitte à faire entrer des patients présentant des troubles psychiatriques dangereux. Ils ont tout intérêt également à recevoir des résidents dont les pathologies sont les plus lourdes, car celles-ci donnent lieu à des financements plus conséquents.

- Le forfait dit « d'hébergement » enfin, lié aux dépenses d'administration, d'hôtellerie, de restauration et d'animation, qui reste à la charge du résident.

Mais même les salaires des auxiliaires de vie et des agents de service hospitaliers, qui assurent officiellement l'entretien ou l'aide aux repas, mais souvent bien d'autres tâches, sont pris en charge par des fonds publics.

En d'autres termes, l'argent public ruisselle vers les Ehpad privés de tous les côtés. Au total, il représente près de 40 % du chiffre d'affaires d'une résidence.

Malgré cela, le prix mensuel médian qui reste à la charge du résident pour une place, dont il faut parfois attendre des mois

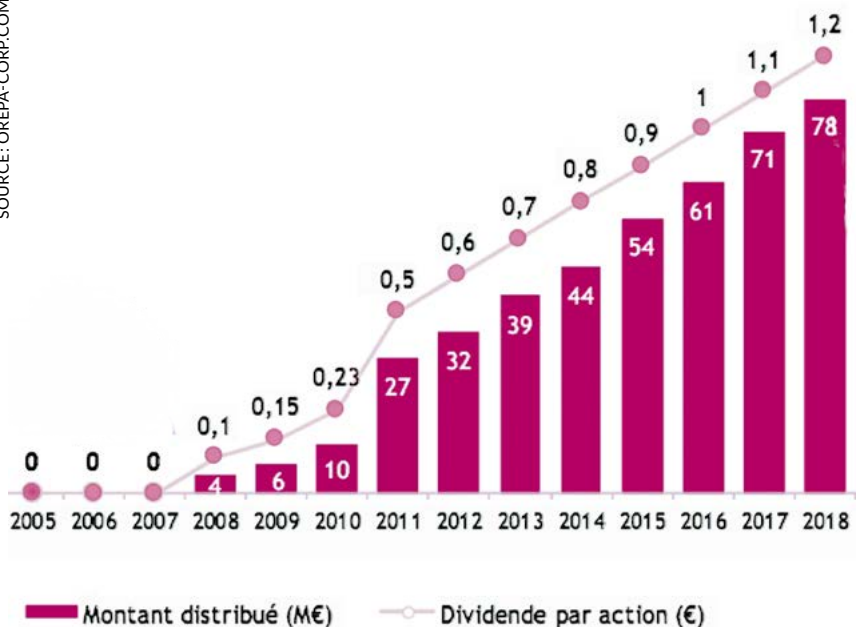
voire des années avant qu'elle se libère, atteint plus de 2 000 euros. Mais il peut grimper jusqu'à 12 000 euros dans certains établissements pour familles bourgeoises, sans aucune garantie d'ailleurs que, derrière le décor et les plaquettes publicitaires, les pensionnaires y soient véritablement mieux traités, comme le rappelle longuement Victor Castanet en décrivant l'établissement de luxe Les bords de Seine de Neuilly. Il faut rajouter à ces dépenses celles permettant l'accès à Internet, l'entretien du linge, le coiffeur ou la présence d'une dame de compagnie !

UNE CONCENTRATION ET UNE FINANCIARISATION DE PLUS EN PLUS POUSSÉE

Si l'on compte aujourd'hui plus de 7 500 Ehpad (pour 600 000 lits environ), trois groupes (Korian, Orpea et DomusVi) dominent le marché français, avec plusieurs centaines d'établissements chacun, et ont étendu leurs tentacules bien au-delà de l'Hexagone : dans l'Union européenne tout d'abord, mais aussi en Chine ou en Amérique latine. Ces sociétés n'ont pas échappé à la loi inhérente à l'ensemble du système capitaliste, qui veut que la concentration entraîne la formation de quasi-monopoles et que cette domination s'exerce bien au-delà des frontières nationales.

Les groupes Orpea, Korian, DomusVi, Maisons de famille et Colisée, pour ne citer que les cinq plus importants, possèdent ainsi plus de 1 300 établissements hors de France, où les opportunités de création de

SOURCE: OREPA-CORP.COM



Les dividendes distribués par Orpea aux actionnaires entre 2008 et 2018.

nouveaux établissements se sont révélées plus vastes dans la période récente. Ce sont donc des centaines de milliers, voire des millions de pensionnaires sur lesquels ils ont prospéré au fil des ans. Fin 2019, le groupe Orpea dirigeait à lui seul 442 établissements, dans 23 pays et sur trois continents.

Mais ces grands groupes privés ont également étendu leur parasitisme à d'autres activités liées au marché du troisième et du quatrième âge échappant jusque-là en grande partie à la domination du capital. Ils dirigent désormais des résidences-seniors, dont les pensionnaires peuvent gérer leur quotidien de façon autonome, des cliniques de soins de suite et de réadaptation (SSR), des cliniques psychiatriques, des services d'hospitalisation à domicile (HAD) et des sociétés de services à domicile assurant l'aide à la personne ou les soins infirmiers à domicile.

Ce sont autant de canaux par lesquels la quête du profit pénètre et s'impose, aux dépens des personnes âgées et, au-delà, de toute la société.

Cotés en Bourse, Orpea, Korian et les autres ont, depuis leur constitution, rapporté des dizaines de millions de bénéfices

chaque année à leurs actionnaires. Ceux-ci ont de quoi saliver, tout en mettant en avant ce que ces gens-là appellent « une connotation sociale positive », voire « éthique ». En d'autres termes, de tels placements vous transformeraient en bienfaiteurs de l'humanité ! Le groupe Orpea par exemple obtient des taux de marge (l'Ebidtar) entre 25 et 35 % dans ses établissements ! Son chiffre d'affaires a doublé entre 2014 et 2020, pour atteindre près de 4 milliards d'euros. Et leur rapacité est de même nature que celle qui prévaut dans les secteurs de l'industrie. Une dizaine de patrons d'Ehpad figurent aujourd'hui dans le classement des 500 plus grandes fortunes françaises. Les investissements dans les Ehpad sont vantés auprès des particuliers par les banques ou par de simples margoulin comme assurant une rentabilité hors du commun. C'est du moins vrai pour les gros actionnaires.

Il n'est sans doute pas anodin d'ailleurs que l'un des DRH d'Orpea avait été recruté au sein de l'UIMM, le syndicat patronal de la métallurgie. Ce n'est pas étonnant quand on sait que la famille Peugeot, via sa holding Peugeot Invest, est depuis dix ans le deuxième actionnaire d'Orpea,

aux côtés du premier fonds spéculatif mondial, BlackRock.

Faisant mine de s'offusquer des pratiques d'Orpea (pour exiger plus d'investissement dans les industries pétrolières ou du tabac !) l'économiste Jean-Charles Simon commentait : « En comparaison, un bon vieux pétrolier ou marchand d'armes passerait pour un parangon de vertu. » C'est en réalité une des lois de ce système économique, où les profits des uns attirent les appétits des autres : nul ne peut survivre s'il ne pousse pas à fond les feux de l'exploitation pour ses salariés et de la rentabilité pour ses actionnaires.

OPACITÉ ET ABSENCE DE CONTRÔLE

Dans leur développement parasitaire, ces grands groupes ont depuis toujours bénéficié de l'opacité de tout le fonctionnement de l'économie et de la comptabilité des entreprises, des largesses de l'État, mais aussi des liens que leurs dirigeants entretenaient parfois jusqu'au sommet de celui-ci. Castanet relate notamment le rôle joué par Xavier Bertrand, l'actuel président LR de la région Hauts-de-France, lorsqu'il occupait les fonctions de ministre de la Santé entre 2004 et 2012, période faste durant laquelle les autorisations d'ouverture d'Ehpad et de cliniques privés se sont multipliées. La Banque publique d'investissement, Bpifrance, censée financer les petites et moyennes entreprises, avait noué un partenariat de premier plan avec Orpea et le fonds souverain russe RDIF, officialisé fin 2019 lors d'une visite à Moscou du ministre de l'Économie et des Finances, Bruno Le Maire. Le projet, qui devait voir treize établissements sortir de terre en Russie, s'est arrêté en février dernier en raison du scandale qui a touché ce groupe en France. Quant à Emmanuel Macron, lors de sa première vi-

site officielle en Chine en 2018, il avait invité, parmi les grands patrons venus passer des contrats, Yves Le Masne, alors directeur général d'Orpea.

Comme tout bon capitaliste ou directeur financier de n'importe quelle grande entreprise, les dirigeants de grands groupes ont mis au point des stratégies divers pour détourner de leurs objectifs officiels les sommes allouées par l'État. Censés contrôler l'attribution des fonds publics et leur gestion, les agences régionales de santé (ARS) et les départements ne disposent ni des moyens humains ni d'un véritable pouvoir d'investigation sur la comptabilité de ces entreprises. Chacune lui est transmise sous la forme d'un « compte d'emploi » où figure ce que Korian, Orpea ou les autres veulent bien y faire figurer. Ceux-ci peuvent en pratique ponctionner toute une partie des sommes qui leur sont attribuées soit pour le paiement de leur personnel, soit pour l'achat de matériel. Elles facturent aux départements ou à l'État comme elles l'entendent, c'est-à-dire au prix fort, tout ce dont elles ont besoin et surévaluent avec la même facilité leurs propres dépenses, quitte à déclarer dans leurs effectifs des salariés qui n'existent même pas. C'est une version moderne du roman *Les âmes mortes* de Gogol, dans lequel le personnage principal recevait de l'État tsariste des revenus pour des serfs décédés depuis des années.

En outre, depuis 2017 et la mise en place des contrats pluriannuels d'objectifs et de moyens (CPOM), au nom de l'autonomie et de la liberté, les établissements qui appartiennent à un même groupe dans une

certaine zone géographique reçoivent des dotations de façon globale. Ce système leur permet de mutualiser leurs moyens et d'échapper encore plus facilement aux velléités de contrôle.

À la suite de l'émotion suscitée dans l'opinion par la multiplication des témoignages et des récits sur les Ehpad, le gouvernement a donc évoqué récemment la mise en place de contrôles, un « choc de transparence » et vouloir « taper fort ». Au cours d'un déplacement courant mars dans un Ehpad public du Val-de-Marne, le ministre de la Santé, Olivier Véran, a même expliqué : « *Pour recréer la confiance, nous voulons une transparence totale.* » En période électorale, c'est bien le moins qu'il pouvait dire ! Mais de telles déclarations, offrant d'une certaine manière la garantie de l'État, visent peut-être aussi à rassurer les actionnaires et les « investisseurs » inquiets de l'effondrement du cours boursier des principales sociétés spécialisées dans ce secteur, qui sont placées sous les feux de la critique depuis janvier. Et ce d'autant plus que la presse a révélé par la suite que le principal dirigeant d'Orpea avait, lui, vendu ses actions au plus haut avant la parution du livre *Les fossoyeurs* qu'il savait prochaine.

Mais tout cela n'est que poudre aux yeux et il y a de fortes chances pour que toutes les lois et rapports visant à réformer la « politique du grand âge » ne se traduisent que par des mesures sans réel effet sur un système que la Cour des comptes estime « à bout de souffle »². Seule une mobilisation des travailleurs pourra inverser l'évolution engagée. Seule leur intervention directe pour contrôler les

comptes des grands groupes et les dépenses publiques, les embauches, la nature des contrats passés pourrait mettre un terme à cette opacité et imposer la plus grande transparence. Les familles pourraient dans ce cadre prendre toute leur place, ainsi que certaines associations. Mais le sacro-saint droit de propriété et les lois bourgeoises, affinées depuis plus de deux siècles pour protéger les profits, l'empêchent. C'est bien pour cette raison que nous le combattons. Il n'y a aucune raison que les capitalistes qui ont exploité les travailleurs tout au long de leur vie poursuivent et étendent encore leur parasitisme sur les vieux jours de ces derniers. L'expropriation de ces rois de « l'or gris » est une nécessité et une mesure de salut public que les travailleurs auront à réaliser également.

Au Moyen Âge, l'Église contrôlait la vie des hommes depuis leur naissance jusqu'à leur mort. La bourgeoisie y a substitué sa propre domination et la loi du profit à tous les âges de la vie. Le sort des personnes âgées dépendantes comme le pont d'or fait aux groupes capitalistes dans ce secteur dans la période récente illustrent point par point l'évolution de toute l'économie, et non les prétendues « dérives gestionnaires » de tel ou tel groupe. Ils dessinent également ce que doit être la réponse : le renversement de la bourgeoisie et la construction d'une société où la prise en charge de la vieillesse sera détachée de toute considération de rentabilité. Ce sera l'une des tâches de la société communiste pour laquelle nous militons.

21 mars 2022

2 Rapport du 28 février 2022 sur « *La prise en charge médicale des personnes âgées en Ehpad* ».

**LE CAMP DES
TRAVAILLEURS**

**Nathalie
ARTHAUD**

**lutte
ouvrière** 

Élection présidentielle 2022

Travailleuses, travailleurs,

En avril 2020, pendant le premier confinement, Macron expliquait qu'il faudrait se rappeler que le pays avait tenu grâce à celles et ceux « *que nos économies reconnaissent et rémunèrent si mal* ». Deux ans plus tard, le personnel des hôpitaux et des Ehpad, les aides à la personne, les ouvriers de l'agroalimentaire et de la logistique, les travailleurs des transports, les agents de nettoyage et ceux du gardiennage, l'armée des livreurs et des coursiers, les travailleurs de l'Éducation nationale, continuent d'être sous-payés et méprisés. Des travailleurs de la santé sont licenciés de fait et privés de salaire, en particulier en Guadeloupe, en Martinique et en Guyane. Tous ceux dont les conditions d'existence se dégradent doivent faire entendre leurs intérêts.



PROFITS EN HAUSSE ET POUVOIR D'ACHAT EN BAISSÉ : ÇA SUFFIT !

Suppressions d'emplois, cadences infernales, salaires insuffisants : plus les grandes entreprises sont rentables, plus leurs actionnaires sont rapaces et s'attaquent aux travailleurs.

Alors qu'une minorité très riche s'offre des voyages dans l'espace, il y a 300 000 sans-domicile-fixe et plusieurs millions de mal-logés. Des étudiants et des retraités ne survivent que grâce à l'aide alimentaire.

Les profits se sont envolés, pour le plus grand

bonheur des riches, des grands actionnaires, c'est-à-dire de ceux qui ne font rien de leurs dix doigts, quand ceux qui se tuent à la tâche s'appauvrissent et sont précarisés.

La flambée des prix des carburants, du gaz, de l'électricité et de nombre de produits de première nécessité ne gêne pas les grandes fortunes. Mais, pour des millions de femmes et d'hommes, ce sont de nouvelles privations insupportables.

Il ne faut pas l'accepter !

**Travailler moins
pour travailler tous !**

Pouvoir gagner sa vie est une nécessité. Le chômage de masse, qui écarte de toute activité des millions de femmes et d'hommes, est une aberration. Comme l'est l'obligation faite aux plus de 60 ans de s'user à la tâche, alors que tant de jeunes sont au chômage.

Zéro chômeur, c'est possible en se répartissant le travail existant entre tous, sans perte de salaire. Nombre de salariés croulent sous les heures supplémentaires, les samedis et les jours fériés travaillés.

Que l'on demande aux personnels des hôpitaux, des Ehpad, de l'éducation, des transports publics d'établir une liste d'embauches dont ils auraient besoin. On arriverait à des centaines de milliers d'emplois utiles et indispensables à créer tout de suite.

L'argent existe. Rien qu'avec les 137 milliards d'euros de profits engrangés par les 40 premières sociétés cotées à la Bourse de Paris, il est possible de créer 3,4 millions d'emplois payés 2 000 euros, cotisations comprises.

**2 000 euros net
au minimum !**

AUGMENTATION DES SALAIRES ET DES PENSIONS

Les travailleurs et les retraités ne demandent pas la charité. Nous voulons pouvoir vivre de nos salaires ou de nos pensions. Alors il faut des augmentations de 300, 400, 500 euros par mois. Contre l'inflation, il faut imposer l'indexation des salaires sur les prix.

2 000 euros, c'est le minimum pour ne pas avoir à compter chaque euro, partir un peu en vacances ou ne pas craindre de se retrouver sans voiture. Et cela vaut pour les salaires, pour

les pensions et les allocations des chômeurs et des handicapés.

Le grand patronat ne l'accordera jamais ? Mais la plupart du temps il faut faire grève même pour 50 euros d'augmentation. Alors, tant qu'à nous battre, nous devons revendiquer ce qui est nécessaire pour vivre.

Nous, les travailleurs, nous faisons tourner toute la société et nous n'avons aucune raison de nous faire petits.

CONTRÔLE DES TRAVAILLEURS SUR LES COMPTES DES GRANDES ENTREPRISES

Accepter que les capitalistes exercent leur loi, fixent leurs prix et leurs marges à l'abri du secret industriel et commercial, c'est se résigner à être les éternels sacrifiés. C'est vrai pour les travailleurs, pour les petits paysans comme pour de nom-

breux petits patrons écrasés par les donneurs d'ordres.

Si les grands actionnaires s'y opposent, il faut les exproprier et placer les grandes entreprises sous le contrôle de la collectivité. Si la loi du profit privé échoue à permettre à tous de

**Abolition du secret
des affaires !**

vivre dignement, il est temps qu'elle disparaisse. Tout cela est difficile ? Assurément. Aucune conquête majeure n'a été possible sans lutte d'ensemble. Il faudra que le monde du travail mène des grèves massives et des combats collectifs.

HÔPITAUX, EHPAD : À BAS LA LOI DU PROFIT !

100 000 lits supprimés en vingt ans, déprogrammations, fermetures de services, déserts médicaux... la pandémie a montré que la gestion comptable de la santé publique – et en particulier de l'hôpital – était criminelle.

Le scandale Orpea résulte de la même logique : faute d'investissement public, les capitalistes mettent la main sur les maisons de retraite et

maltraitent nos anciens pour en tirer toujours plus d'argent, jusqu'à leur dernier jour.

La dégradation de l'Éducation nationale et celle des transports publics, soumis à la diète voire à la privatisation, résultent des mêmes logiques financières. Tous les gouvernements veulent offrir des milliards au grand patronat. Cela ne peut plus durer !

TRAVAILLEURS FRANÇAIS ET IMMIGRÉS : UN MÊME CAMP

Sans travailleurs immigrés, aucun hôpital, aucun chantier du bâtiment ou de nettoyage, aucune usine ne fonctionnerait. Ces travailleurs sont bien plus utiles que les capitalistes Arnault ou Bolloré, ou leurs serviteurs du monde politique.

Ils doivent avoir le droit de vote.

Zemmour et Le Pen voudraient opposer les Français aux étrangers, et s'en prennent en particulier aux musulmans. Ils voudraient faire de la France une forteresse qui, tout en accueillant les milliardaires, rejette les pauvres. Ne nous laissons pas diviser. Les seuls bénéficiaires en seraient les capitalistes.

CONTRE LE SACCAGE DE LA PLANÈTE

Réchauffement climatique, pollutions et catastrophes, pays pauvres transformés en décharges des pays riches, gaspillage des ressources... Les États refusent d'imposer des mesures contraignantes aux capitalistes, qui sont les seuls responsables de la pollution. Les gouvernements taxent les plus pauvres, tandis que les riches achètent le droit de polluer. Pour préserver l'environnement, il faut ôter le pouvoir aux capitalistes. Pour sauver la planète, il faut mettre fin à la concurrence et supprimer le gâchis capitaliste, c'est-à-dire exproprier les grands groupes, recenser les besoins et planifier l'économie.

**Liberté de circulation
et d'installation !**

CONTRE LA GUERRE ET L'IMPÉRIALISME

La guerre en Ukraine est venue brutalement rappeler que les rivalités économiques et politiques peuvent dégénérer à tout moment. C'est Poutine qui a déclenché cette guerre fratricide, mais les États-Unis et leurs alliés au sein de l'Otan portent une responsabilité écrasante. Ils n'ont cessé d'augmenter leur pression militaire sur la Russie. En Ukraine aujourd'hui, comme en Irak ou en Afghanistan hier, ils ont le même mépris que le dictateur Poutine pour la vie des populations, prises en étau dans un conflit qui les dépasse.

**Refusons toute union nationale
derrière nos dirigeants !**

TROUPES FRANÇAISES, HORS D'AFRIQUE !

La France prétend défendre la paix, mais vend des avions Rafale aux dictateurs des quatre coins du monde. Elle a fait la guerre au Mali pendant des années, non pas pour les intérêts des Maliens, mais pour ceux des firmes françaises et de la Françafrique. Elle a un long passé de puissance coloniale dont elle défend l'héritage.

**Pour avoir la paix,
il faut renverser l'impérialisme !**

TRAVAILLEUSES, TRAVAILLEURS,

Enseignante à Aubervilliers, en Seine-Saint-Denis, je suis militante communiste, révolutionnaire et internationaliste depuis trente ans.

Je ne suis pas une politicienne. Je ne brigue ni strapontin ministériel ni place au soleil.

Il n'y a jamais eu et il n'y aura pas de « bon président » pour les exploités dans le cadre du capitalisme. Il n'y a pas de sauveur suprême : les travailleurs changeront leur sort eux-mêmes, en reprenant confiance dans la force de leur camp.

Nous déployons des trésors d'énergie, de compétences et de dévouement dans le travail. Si nous en faisons autant pour nous organiser, nous faire respecter et réorganiser la société, il deviendra possible de répondre aux besoins de tous et d'assurer un avenir à l'humanité.



En votant pour moi

Vous ferez entendre le camp des travailleurs.

- ▶ Vous direz que les travailleurs doivent imposer leurs exigences par des luttes massives : les salaires avant les dividendes, les pensions avant les grandes fortunes !
- ▶ Vous direz que l'argent doit aller aux services utiles à la population, aux hôpitaux et aux maisons de retraite, aux écoles et aux universités, au logement et aux transports publics.
- ▶ Vous direz que les travailleurs doivent s'unir contre la bourgeoisie, les grands actionnaires de l'industrie, de la finance et de l'énergie.
- ▶ Vous rejetterez le racisme et le nationalisme, toutes ces idéologies qui dressent les travailleurs les uns contre les autres.
- ▶ Contre les guerres, vous affirmez que le sort des peuples ne doit pas rester entre les mains des dirigeants de ce monde impérialiste, de leurs gouvernements, de leur diplomatie et de leurs états-majors.
- ▶ Vous contesterez ce système capitaliste qui ne profite qu'à une minorité privilégiée.

VOTEZ ET FAITES VOTER NATHALIE ARTHAUD !

« Je vous invite à voter pour Nathalie Arthaud, qui poursuit le combat que j'ai toujours mené ! »

Arlette Laguiller

nathalie-arthaud.info
lutte-ouvriere.org



lutte
ouvrière  **COMBAT**
OUVRIER

Clip de campagne de Nathalie Arthaud, enregistré le 14 mars

POURQUOI JE ME PRÉSENTE

Parce que les travailleuses et les travailleurs doivent faire entendre leurs intérêts.

Des salariés, des retraités, des jeunes peinent à se loger ou à se nourrir, alors qu'à l'autre pôle les plus riches dépensent des millions pour se balader dans l'espace.

Des femmes et des hommes qui travaillent dur doivent choisir entre faire leur plein d'essence ou se chauffer.

Et maintenant, en plus de l'ex-

ploitation, de la misère et du chômage, en plus de la crise climatique, c'est la guerre? La guerre en Ukraine, et peut-être, la guerre ici demain?

Alors, je me présente pour dire qu'il ne faut pas laisser la marche du monde entre les mains des dirigeants actuels. Il faut s'opposer à l'ordre capitaliste et ses politiciens professionnels qui nous mènent à la catastrophe.

Mon programme est un programme de lutte. Ma candidature est un appel au rassemblement de tous les travailleurs

derrière leurs intérêts de classe.

Quelle que soit notre origine, notre couleur de peau, quelles que soient nos croyances ou notre statut, quand on appartient au monde du travail, nous avons un combat commun à mener : prendre sur les profits pour augmenter les salaires ; prendre sur les dividendes pour créer des emplois ; prendre sur les grandes fortunes pour payer les pensions de retraite. Il faut se battre pour que la société réponde à nos besoins de travailleuses et de travailleurs, parce que c'est nous qui la faisons fonctionner.



INTERNATIONALE TRIBUNE AMADEUS

Nantes, le 5 février 2022, meeting avec Nathalie Arthaud.

Les autres publications de Lutte ouvrière

L'hebdomadaire

Lutte Ouvrière



Notre hebdomadaire défend un point de vue de classe sur toute l'actualité politique, économique, sociale, nationale et internationale. Nous y publions les articles de nos correspondants d'entreprise sur les luttes, les grèves et l'actualité sociale en général.
Prix : 1,50 €.

Les exposés du
Cercle Léon Trotsky



Lutte ouvrière organise régulièrement à Paris des réunions du Cercle Léon Trotsky, au cours desquelles sont exposées ses positions sur de nombreuses questions politiques du passé et du présent. Ces exposés sont édités sous forme de brochures, dont la liste complète est disponible sur le site de Lutte ouvrière à l'adresse : www.lutte-ouvriere.org/publications/CLT. Prix : 2 €.

Les dernières conférences :

Les banques, un concentré du capitalisme en crise
(n° 168, 20 novembre 2021)

**L'État moderne, de l'époque féodale à nos jours
Un appareil d'oppression au service des classes dominantes, que les travailleurs devront renverser**
(n° 167, 31 mai 2021)

150 ans après, l'actualité de la Commune de Paris de 1871
(n° 166, 20 mars 2021)

Italie, septembre 1920 : l'occupation des usines
(n° 165, L'Internazionale, septembre 2020)

Le jeune Parti communiste : du combat pour créer un parti révolutionnaire au stalinisme
(n° 164, 22 janvier 2021)

**Éditoriaux, brèves, agendas, actualités en régions, vidéos, communiqués...
Retrouvez toute l'actualité de Lutte ouvrière sur notre portail :
www.lutte-ouvriere.org**

Toutes les brochures sont à commander sur la page :
www.lutte-ouvriere.org/publications/commander



Les éditions Les Bons caractères publient des romans historiques et sociaux, des témoignages et des ouvrages théoriques qui contribuent à la défense des idées progressistes, laïques, sociales, antiracistes et anti-xénophobes.
Catalogue et commandes sur le site lesbonscaracteres.com.

Dernières parutions

Communiste, révolutionnaire, internationaliste !
Nathalie Arthaud

10 €, e-book : 5 €



Cahiers de Verkhneouralsk
Écrits de militants trotskystes soviétiques (1930-1933)

Collection Classiques

17 €, e-book : 8,50 €



Comptes et légendes
Les dessous des statistiques économiques
de Alain Lecaie

Collection Éclairage n° 22
8,20 €, e-book : 4,10 €



Toujours militante
Arlette Laguiller

13,50 €, e-book : 6,75 €



Lisez la presse révolutionnaire internationale!

AFRIQUE



**Le pouvoir
aux
travailleurs**
mensuel trotskyste
UNION AFRICAINE DES TRAVAILLEURS COMMUNISTES INTERNATIONALISTES
Mensuel trotskyste publié par
l'Union africaine des travailleurs
communistes internationalistes
P.A.T. – BP 42 – 92114 CLICHY CEDEX
<http://www.uatci.org>

ALLEMAGNE



Das rote Tuch – Mensuel du
Bund Revolutionärer Arbeiter
Abonnement un an: Allemagne 11 €,
autres pays 15 €
Correspondance:
Das rote Tuch,
Postfach 10 08 02, 45008 ESSEN –
ALLEMAGNE
<http://www.bund-revolutionaerer-arbeiter.org>

BELGIQUE



Lutte ouvrière – **Arbeidersstrijd**
Correspondance:
BP 54, rue de la Clef
7000 MONS – BELGIQUE
<http://www.lutte-ouvriere.be> et
<http://www.arbeidersstrijd.be>

ESPAGNE



Correspondance:
boletinvozobrera@yahoo.es
APARTADO DE CORREOS – 10210 –
SEVILLA – ESPAGNE
<http://www.vozobrera.org>



ÉTATS-UNIS



Bimensuel trotskyste
Abonnement par avion, sous pli fermé
USA, Canada, Mexique
six mois: 13 \$ – un an: 26 \$
Autres pays, 6 mois: 19 \$ – un an: 37 \$
PO box 13064, BALTIMORE, MARYLAND
21203 – USA
<http://www.the-spark.net>



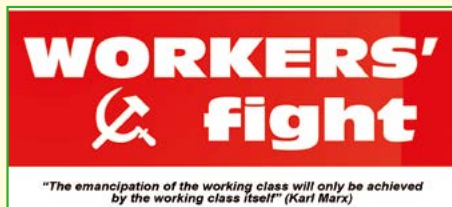
Revue trimestrielle
publiée par The Spark
Abonnement par avion, sous pli fermé
USA, Canada, Mexique,
un an (4 numéros): 16 \$
Autres pays, un an (4 numéros): 25 \$
PO box 13064, BALTIMORE, MARYLAND
21203 – USA

FRANCE



Hebdomadaire trotskyste
Prix: 1,50 €
Abonnements: France – DOM TOM,
six mois: 25 €; un an: 50 €
Autres pays, par avion, sous pli fermé:
nous consulter
Versements à LUTTE OUVRIÈRE –
CCP PARIS 26 274 60 R
www.lutte-ouvriere-journal.org

GRANDE-BRETAGNE



Mensuel
Abonnement: écrire à la boîte postale
<http://www.w-fight.org>
contact e-mail: contact@w-fight.org



Trimestriel publié par Workers' Fight
BM ICLC – LONDON WC1N 3XX –
GRANDE-BRETAGNE
Abonnement 1 an:
GB £8 – Reste de l'Europe: £10

GUADELOUPE - MARTINIQUE



Bimensuel trotskyste
Abonnement un an: Pli fermé: 30,50 € –
Pli ouvert: 23 €
Guadeloupe:
Combat ouvrier – Philippe Anaïs
1111 Rés. Matéliane, l'Aiguille –
97128 GOYAVE
Martinique:
Combat Ouvrier – Louis Maugée
BP 821 – 97258 FORT-DE-FRANCE
CEDEX
<http://www.combat-ouvrier.com>

HAÏTI



Mensuel révolutionnaire
internationaliste publié par
l'Organisation des travailleurs
révolutionnaires (UCI)
BP 2074 – PORT-AU-PRINCE – HAÏTI
e-mail: vdtravailleurs@yahoo.fr

ITALIE



Mensuel du Cercle ouvrier
communiste
via Ippolito Nievo 32-57100 LIVORNO –
ITALIE
Abonnement 1 an: 12 €
<http://www.linternazionale.it> – contact
e-mail: linternazionale@tin.it

TURQUIE



Sınıf Mücadelesi (Lutte de classe)
Mensuel trotskyste
Correspondance:
BM ICLC – LONDON WC1N 3XX –
GRANDE-BRETAGNE
<http://www.sinifmucadelesi.net>